HISTORIA magazine

Hebdomadaire paraissant le lundi - n° 373 - France 3,50 F
Belgique 35 FB/Suisse 3,50 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER



LA GUERRE D'ALGÉRIE

L'EXODE DES EUROPÉENS

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : ***Maurice Dumoncel***

Directeur : ***Yves Courrière***
Rédaction : ***J. Fontugne***, ***C. Meyer***, ***J. Kohlmann***, ***Léo Palacio***, ***Liliane Crété***
Chef service photo : ***François Wittmann***
Directeur des publications Historia : ***Christian Melchior-Bonnet***
Administration : ***Christian Clerc***
Maquettiste : ***Claude Rebélo***
Dessinateur : ***John Batchelor***
Fabrication : ***Roger Brimeur***
Secrétariat de la rédaction : ***Brigitte Le Pelley Fonteny***
Directeur de la promotion : ***Jacques Jourquin***
Assistantes : ***Chantal de Pinsun***, ***Françoise Rose***
Relations publiques : ***Claude Bénédick***
Services des Ventes : ***Georges Darmon***

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
170 bis, bd du Montparnasse, 75680 PARIS Cedex 14.
Tél. 325-11-82. Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3,50 F. – Belgique, 35 FB. Suisse, 3,50 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.

BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29. CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
16 numéros : 373 à 403
45 FF - 45 FB - 45 FS - Autres pays : 45 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection. Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant. Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

NOS NUMÉROS SPÉCIAUX

- ***L'exode des Européens***
  avec une double planche de timbres d'Algérie.
- ***France et Algérie dix ans après.***
- ***L'armée française de 1954 à 1959.***
  (1re partie : la répression).
  Ce numéro sera illustré de près de deux cents insignes d'unités ayant participé aux opérations en Algérie.
- ***La marine en Algérie,***
  avec plusieurs planches de navires de guerre, par John Batchelor.
- ***Tourisme en Algérie*** *avec cartes.*
- ***L'Armée de libération nationale*** *(1954-1963).*
- ***Les pieds-noirs en France.***
- ***L'armée française de 1960 à 1962.***
  (2e partie : la pacification).
  Complément d'insignes des unités ayant participé aux opérations en Algérie.
- ***L'épopée du pétrole en Algérie.***
- ***L'armée de l'air en Algérie***
  illustré de plusieurs planches d'appareils militaires, par John Batchelor.
- ***Religions et minorités en Algérie.***
- ***L'Organisation armée secrète*** *en Algérie et en France.*
- ***Les Services de renseignements en Algérie.***
- ***Les pieds-noirs dans le monde.***
- ***Ce qu'ils sont devenus.*** *(Cartes de l'Algérie).*
- ***Index général d'Historia magazine guerre d'Algérie.***



La belle époque : 1900. Les robes de la dernière mode présentées en métropole sont portées aussi en Algérie.

Sommaire Historia magazine spécial n° 373

Les vignobles seront abandonnés...

Couverture : Segonzac/Paris-Match



Dimka

Cette ferme des environs de Sétif, comme tant d'autres, a un nouveau propriétaire, un musulman. Craignant pour leur vie, les Européens du bled, de même que ceux des villes, ont dû choisir l'exil.

L'EXODE DES EUROPÉENS

ACCOUDÉS à la rambarde du paquebot de la Transat, deux hommes regardent la côte défiler sous leurs yeux. Ils sont à peu près du même âge : la quarantaine. Jean-Claude a fermé, la veille seulement, le rideau métallique de son petit atelier de carrosserie à Eckmühl, un faubourg d'Oran, sur la route de Tlemcen. Lahkdar, parce qu'il sait qu'il a la tête d'un Arabe mais le cœur d'un Français, en est encore à se demander comment il a pu échapper aux balles des commandos de l'O.A.S. et aux grenades des réseaux F.L.N. Tout près d'eux, des « bidasses », la mine réjouie, s'égosillent à hurler « Vive la quille! ». Il s'agit de soldats du contingent que le gouvernement fait rapatrier et qui manifestent leur joie de revoir bientôt leurs foyers.

Nous sommes le 7 juillet 1962. Depuis plusieurs semaines, un véritable pont aérien et maritime déverse sur les ports et les aérodromes du midi de la France un flot lamentable de réfugiés. Devant cet exode massif qu'aucun gouvernement ne prévoyait, un ministre a solennellement déclaré : « Ce ne sont là que des vacanciers précoces. » Cette phrase sonne encore aux oreilles de Jean-Claude, qui, l'avant-veille, a miraculeusement échappé à la « Saint-Barthélemy » oranaise et qui se félicite d'avoir réussi à se faire devancer par sa femme et ses enfants.

Quant à Lakhdar, il ne peut oublier l'image atroce de ses camarades de la harka de la demi-brigade de fusiliers marins de Nemours émasculés et ébouillantés pour avoir osé croire que la France, qu'ils avaient choisi de défendre, pourrait aussi les prendre un jour sous sa protection. Sur cette terre qui fut la sienne et qui défile devant lui, de Canastel à la pointe de l'Aiguille, des plages blondes d'Aïn-Franin à celles de Kristel que domine la montagne des Lions mangée par une écharpe de brume, le drapeau tricolore a été amené. A sa place flotte, depuis quarante-huit heures, le drapeau vert et blanc frappé de l'étoile et du croissant rouges, drapeau de l'insurrection pendant quatre-vingt-treize mois et cinq jours, maintenant drapeau de la jeune République algérienne démocratique et socialiste.

Ce même jour, d'autres paquebots, autrefois bondés de touristes joyeux, quittent les ports d'Alger et de Bône. Des cargos, dont le sort était jusque-là ▶

Si Abdallah lance une invitation au départ

◀ L'heure de l'anisette : un moment de détente entre copains. On est en 1959. L'avenir semble souriant. On se raconte des blagues avec une faconde toute méditerranéenne.

P. Habans/Paris-Match

Nul n'imagine sans doute que, trois ans plus tard, les pieds-noirs devront quitter leur pays après avoir liquidé leurs biens à vil prix parce que le chaos et l'épouvante règnent en Algérie.



◀ La terrasse de l'Otomatic, un des quatre cafés du quartier des facultés où se retrouvait la jeunesse algéroise : bientôt un beau souvenir que l'on évoquera avec émotion.

F. Gragnon/Paris-Match

de transporter du bétail ou des futailles, partent aussi de Nemours, de Mostaganem, de Ténès, de Bougie, de Philippeville. Des « armadas » de chalutiers, parmi lesquels se sont glissés des lamparos et même des palangriers, larguent leurs postes d'amarrage à Beni-Saf, Arzew, Dellys, La Calle. La lente mais inexorable « diaspora » des pieds-noirs, commencée il y a quelques mois, va saigner l'Algérie à blanc. Dans ce grand corps agité par le contrecoup d'un douloureux enfantement, la substance vitale fuit de toutes parts. Les musulmans, ivres d'indépendance et de liberté, qui croient pouvoir remplir le vide, occuper les appartements et les bons emplois, ne savent pas encore que, dans les mois à venir, ils danseront en rond devant un buffet vide et que la faim les obligera à manger le blé en herbe, sans avoir le temps d'attendre la récolte!

La récolte... Pour Roland Mémin tout a commencé le 17 mars 1962. Il était midi. Il venait de lâcher le volant de son tracteur dans la plaine de la M'Léta, sur la rive sud de la Grande Sebkha. Au loin, par-delà la brume de chaleur qui fait trembloter la surface miroitante de la lagune salée, c'est Aïn-Témouchent où il était allé, une veille de Noël, entendre de Gaulle proclamer sa volonté de faire naître une Algérie algérienne. Deux ans et cinq mois seulement après le « Vive l'Algérie française! » de Mostaganem!

De qui sont ces 92 morts?

« Pourquoi se rappeler tout ça? se demande Roland. Après tout, c'est de la *tchatche* d'homme politique. Qu'est-ce que je viens faire, moi, petit colon, dans cette *tchatchouka?* » Son transistor, près de lui, semble donner la réponse : un bilan, sec comme un coup de trique, des attentats de la veille. De qui sont ces 92 morts, européens et musulmans? De l'O.A.S. ou du F.L.N. ? Chaque camp tue « ponctuellement » les traîtres à sa cause sans parler des victimes aveugles. Les explosions de plastic sont comptabilisées aussi froidement, même quand des membres d'êtres humains sont dispersés avec les débris de béton et de meubles brisés.

Roland tourne le bouton. Au lever du soleil, il avait déjà entendu une analyse savante des accords d'Évian qui allaient être signés dans la journée. Le ton du commentateur était ronronnant pour se vouloir rassurant.

La clochette de la grille d'entrée l'arrache à ses pensées. C'est un de ses commis, Tahar, que tout le village a surnommé le *Bisco* parce qu'il a une coquetterie dans l'œil. « Un qui joue au billard et l'autre qui marque les points », ne manque jamais de dire le vieux Romero, le métayer, lorsqu'il veut le taquiner.

Mais ce matin-là, *Bisco* semble loucher plus qu'à l'accoutumée.

— Salam alik, Tahar! Labess?

— Labess chouia, patron. J'y peux rentrer dans l'maison. Faut qui j'ti parle...

Dans la fraîcheur de la salle à manger, Tahar avale le grand verre de « gazouze » qui lui a été servi, relève le chèche sur le front pour essuyer les gouttes de sueur qui perlent sur son crâne rasé et vide son sac d'un trait :

— Ouala, sidi, faut qu'ti t'en vas...

— Que je f... le camp? Allech!

— Allech? Rien qu'ti dis allech! Borquoi c'est Si Abdallah qui m'envoie. Ti sait qui c'est? Li grand chef fellagha. Y dit comme ça que ti as tojor donné bor le F.L.N. Y sait aussi qui t'y as donné bor l'Oasse. Nouss-nouss moitié moitié! Mais Si Abdallah y dit comme ça que di Gaulle



« O.A.S. = Salan » : ▶ déjà le passé. Aujourd'hui, Salan est en prison et l'O.A.S. invite les Européens à coopérer avec les musulmans dans une Algérie algérienne... Mais ils ne croient plus à la cohabitation pacifique des deux communautés et l'exode s'amplifie. Tout déménagement est devenu impossible et les bagages devront se limiter à deux valises par personne. C'est très peu, et les familles, pratiquement, ne peuvent emporter que quelques vêtements.



Gamma



M. Riboud/Magnum

il a parlé bor la radio bor dire que li fellaghas y s'ont gagné. Balek tot ça, maintenant (*et sa main balaie toute la surface de la pièce, de l'ensemble de la maison et même des terres*) c'y bor nos autres lis Arabes. Bon, alors j'y fais la commission, j'm'en vas bor le douar. Adios...

Le *Bisco* parti, Roland se met à réfléchir. La veille, il a reçu à sa table l'officier chef de la S.A.S. du coin. Un type bien, progressiste ou libéral sur les bords, mais qui a compris les problèmes des musulmans aussi bien que ceux des Européens. Au café, il lui avait dit, affirmatif :

— Monsieur Mémin, avec des gens comme vous, tout ira sans problème dans l'Algérie de demain. Je viens de la préfecture d'Oran. Les accords d'Évian ont prévu toutes les garanties pour les Français qui voudraient rester, qu'ils prennent ou non la nationalité algérienne. Même à ceux qui ont trempé dans l'O.A.S. jusque-là (*et sa main s'était arrêtée à hauteur de son képi bleu ciel*). Je sais d'ailleurs que vous avez planqué quelquefois de vos amis. C'est normal, d'ailleurs, puisque, au lendemain du 13 mai 1958, vous avez été le président du comité de salut public du secteur. Je sais aussi que vous avez payé la dîme des deux côtés. Ce qui vous a permis de toujours rentrer vos récoltes, de faire vos vendanges, de circuler sans ennui sur les pistes du coin. Croyez-moi, ayez confiance en l'avenir tel que le prévoit le chef de l'État...

« Oui, nous verrons », se répète Roland. Pour recouvrer ses esprits, en attendant sa femme qui est allée à Aïn-Témouchent, il va faire un tour dans ses vignes pleines de promesses et dans ses orges déjà hautes. Si la pluie tombe à point, si le mildiou et le phylloxéra ne s'en mêlent pas et si la paix revient enfin, alors tout ira bien. Quand sa femme est de retour, en fin de journée, Roland se garde de lui faire part de l'invitation au départ lancée par Si Abdallah.

Une foule lamentable

Roland lit pour la centième fois la date des billets de bateau qu'il a pu acheter à la Société générale de transports maritimes à vapeur : 17 mai 1962. Aucune garantie ne lui a été donnée pour l'embarquement. « Déjà deux mois », pense-t-il. Deux mois que l'avertissement lui a été donné par le *Bisco* et le voici assis sur une borne du quai de la gare maritime d'Oran. Yvonne, sa femme, suffoque de chaleur dans le manteau d'astrakan que son mari lui a offert deux ans auparavant pour l'anniversaire de leur mariage. Elle n'a pu le faire entrer dans aucune des valises en carton achetées à prix d'or — c'est une « denrée rare ». Tout le monde en cherche dans les magasins d'une ville en folie, partagée en deux zones, contrôlées l'une par l'O.A.S., l'autre par le F.L.N. Plus de préfet, plus de maire, plus de responsables du maintien de l'ordre. Sur l'esplanade de la gare maritime s'entasse une foule lamentable dans laquelle il n'est plus possible de faire une distinction de classe. C'est ça, la fraternité de l'exode. Jusqu'à présent, l'O.A.S. avait refusé les autorisations de départ. Maintenant que la consigne est levée, les autorités ne font rien pour augmenter le rythme des navettes entre l'Algérie et la France.

Sitôt franchies les barrières du port, Roland et sa femme sont déjà devenus des exilés. Leur ferme a brûlé le 12 avril, alors que Roland allait fêter son quarante-sixième anniversaire. Dix-sept ans auparavant, à cette même date, son char avait été touché de plein fouet par un obus de 88 allemand, au cours d'une tentative de passage du Rhin. Il s'en était tiré avec quelques brûlures légères et de petits éclats de fonte aciérée dans l'épiderme. Broutilles que tout cela à côté des cen-

Coll. particulière

des ruines rouges du sang des innocents...

taines de pieds de vigne sciés dans la nuit du 22 au 23 avril 1962. « Bon! On a compris, avait lancé, amer, Roland au chef de gendarmerie venu établir un procès-verbal. Après la ferme, la vigne! Si Abdallah est vraiment le chef dans le secteur. Alors, on fout le camp ! »

Mais pour déménager, il faut un cadre. D'au moins vingt mètres cubes, pour emporter l'essentiel. Les cadres étant aussi rares et plus chers que les valises, il a fallu utiliser les vieilles planches restées intactes après l'incendie de la grange, et l'on s'est fait prêter un camion par un ami garagiste, qui avait dit :

— Tu t'en sers... tu le laisses où tu veux ou bien tu y mets le feu. Je n'ai plus rien à en fiche. Je ne vais pas leur en faire cadeau, non?

Premier contrôle sur la route, entre Rio-Salado et Lourmel. Des gendarmes mobiles sur le pied de guerre. A la question idiote du gradé : « Vous n'avez pas d'armes dans votre camion? » Roland n'a pu s'empêcher de répondre : « Non! Et vous? »

Trente secondes — le temps de comprendre — et l'adjudant-chef réplique :

— Dites donc, soyez poli, vous parlez à un gendarme dans l'exercice de ses fonctions...

Alors Roland éclate : « Vos fonctions, c'est de chasser les incendiaires et les égorgeurs! » Et tout en lui brandissant sous le nez sa carte de commandant de réserve et son ruban rouge il lui lance : « Fixe! Vous parlez à un officier français et pas à un chef de katiba. Alors, rompez et donnez l'ordre de lever le barrage. »

Maintenant, au pied de l'horloge de la gare maritime, il évoque avec une ironie amère le mal fou qu'il s'est donné pour transporter le cadre jusqu'au port. Dans le port, oui! C'est-à-dire au fond de l'eau. Comme tant d'autres... Tombé du haut du mât de charge.

— Ils le font exprès, lui dit son voisin à qui il a confié son malheur, comme si cela pouvait le consoler. Tous les dockers arabes sont manipulés depuis longtemps par le F.L.N. L'heure de la vengeance a sonné pour eux. Alors, dès qu'ils le peuvent, ils laissent tomber la palanquée à la mer.

Ce n'est pas encore ce soir qu'ils s'embarqueront. Le bateau est plein à ras bord. Les militaires ont la priorité : les officiers et sous-officiers dans les cabines, les hommes sur les ponts ou dans les cales. Encore une nuit à passer à la belle étoile.



J.-P. Biot/Paris-Match

Pour le plus grand ▶ nombre, la France est une inconnue. Ils n'y ont ni famille, ni amis, ni emploi. Mais ils savent qu'ils y seront en sécurité, qu'ils n'auront plus à craindre pour leur vie et surtout pour celle de leurs enfants qui pourront aller en classe paisiblement dès la rentrée. A la peur affreuse des derniers mois a succédé l'angoisse : celle de leur avenir.

Le *Kairouan* est à quai. Bientôt, il emportera une nouvelle cargaison d'exilés. En prévision de l'exode avait été créé, en 1961, un secrétariat aux Rapatriés. On évaluait alors leur nombre à 150 000 ou 200 000. Mais entre le 1er janvier et le 31 décembre 1962, ils seront 640 000.

Assis sur des cageots ▶ renversés, au milieu de détritus de toute sorte, des Européens attendent dans une gare maritime, un départ pour la métropole. Combien de temps resteront-ils ainsi? Deux, trois, quatre jours parfois, sans autre nourriture que celle fournie par les autorités militaires...


Magnum

Yvonne, au moins, pourra s'abriter sous son manteau. Les sandwiches, les oranges et les bouteilles isothermiques sortent des cabas. Chacun doit pourvoir à ses propres besoins, mais la solidarité joue à fond entre les « expatriés ». La Croix-Rouge? Aucune trace... En revanche, un petit poste à transistors qui diffuse des nouvelles au milieu d'un groupe annonce qu'à la frontière algéro-marocaine, près d'Oujda, des camions de la Croix-Rouge internationale ont été pris en charge par le Croissant-Rouge pour venir en aide aux réfugiés algériens qui s'apprêtent à rentrer chez eux, dans l'ancienne zone du barrage.

Le navire vient de larguer ses amarres et, conduit par la vedette du pilotage, met le cap sur la pointe Blanche. Le soleil se couchera deux heures plus tard derrière le djebel Santon qui surplombe Mers el-Kébir. Une magnifique journée de printemps va prendre fin. Près de Roland et d'Yvonne, un vieil homme malingre, qui a perdu ses lunettes dans la bousculade, tente de lire en se servant d'une petite loupe de philatéliste. Roland peut voir le titre : *l'Envers et l'Endroit*, et le nom de l'auteur : Albert Camus. Cela lui rappelle les années 40, alors que le futur prix Nobel enseignait la philosophie dans un collège privé où lui-même, qui sortait de l'École d'agriculture de Maison-Carrée, près d'Alger, donnait des cours de maths. Le petit vieux, voyant sa curiosité, lui tend le bouquin : « Tenez, prenez-le, vous lirez mieux que moi... » Le livre est ouvert sur la préface que l'écrivain algérois avait rédigée, quatre ans auparavant, pour la réédition de son premier ouvrage :

Dans le songe de la vie, voici l'homme qui trouve ses vérités et qui les perd, sur la terre de la mort, pour revenir à travers les guerres, les cris, la folie de justice et d'amour, la douleur enfin, vers cette patrie tranquille où la mort même est un silence heureux. Oui, rien n'empêche de rêver, à l'heure même de l'exil...

Tous égaux face au destin

Roland n'a pas le courage de poursuivre. Il rend le livre. Mais le lendemain, pour lui, pour sa femme, pour des dizaines de milliers d'autres exilés, qu'ils s'appellent Durand, Lopez, Cohen, Mohamed, Paoletti ou Kynicos, lorsque le soleil apparaîtra de nouveau derrière les falaises de Canastel pour accrocher des flaques d'or aux buildings du Front-de-Mer, c'est encore Camus qui parlera, lui qui disait qu' « Oran était une ville greffée sur un paysage sans égal, au milieu d'un plateau nu, entourée de collines lumineuses devant une baie au dessin parfait... ».

Alors, quand le bateau franchira la passe devant la haute cheminée de la Centrale thermique, les Oranais pourront dire adieu à « cette ville qui tourne le dos à la mer ». Au départ de l'Amirauté, les Algérois diront adieu à cette « côte où l'on assiste au mariage de la montagne et de la mer ». Adieu, aussi, des Constantinois à cette « Tolède numide » qu'Alexandre Dumas avait comparée à l'île volante de Gulliver.

Adieu, adieu pour toujours peut-être, à « ce paradis païen, accord parfait de la terre, de la mer, du ciel et de la lumière [...], à Tipasa habitée par les dieux, et les dieux parlent dans le soleil et l'odeur des absinthes, la mer cuirassée d'argent, le ciel bleu écru et la lumière à gros bouillons, dans les ruines couvertes par les fleurs et les amas de pierres ».

Hélas! pour l'instant, les ruines sont encore rouges du sang des innocents et les fleurs ne sont que les dahlias et les chrysanthèmes qui se dessèchent sur les tombes abandonnées qui, demain, seront profanées comme si les morts étaient responsables des erreurs des vivants. Les yeux de ceux qui partent essaient de saisir « autre chose que des gouttes de lumière et de couleurs qui tremblent au bord des cils et ils ne sentent plus l'odeur volumineuse des plantes aromatiques qui racle la gorge et suffoque dans la chaleur énorme ». Pour l'heure, les cils sont bordés de larmes et cette humanité errante et souffrante, trébuchant dans les ordures, n'a qu'une hantise : prendre le bateau ou l'avion. Et comme les personnages de *la Peste*, tous ces hommes et toutes ces femmes, frappés par le même fléau, se sont trouvés à égalité, face au destin qui les a forcés à faire un choix définitif. H

2. MARSEILLE: ICI COMMENCE L'EXIL

Alger : une vision qui ravissait le
Algérois de retour de vacances e
métropole *(ci-dessous)*. C'était l
bon vieux temps. Aujourd'hui, l
temps n'est plus aux vacances ma
à l'exil. Et aux pieds-noirs q
s'apprêtent à partir *(en bas)*, la vu
d'Alger, étincelant sous le sole
arrachera des larmes de désespoir

AVEC des yeux neufs, Édouard Rosello découvre la gare maritime de la Joliette et le quartier moderne du Vieux-Port. Dix-huit ans auparavant, les quais étaient encore éventrés et, derrière le fort Saint-Jean et la cathédrale, s'étalaient sans pudeur les ruines laissées par les Allemands.

Dix-huit ans déjà... Il avait attendu dix-huit ans pour rendre à la « Bonne Mère » une visite promise le 22 août 1944. Ce jour-là, il avait ramassé sur le parvis de Notre-Dame-de-la-Garde une médaille sainte qu'il avait passée à son cou avec sa plaque matricule et une autre médaille de Notre-Dame d'Afrique. Une heure plus tard, sur la Canebière, une rafale de MG.-42 lâchée par un mitrailleur à croix gammée lui avait déchiqueté la jambe gauche. Édouard est persuadé que la rafale l'aurait tué s'il n'avait eu sur lui les deux médailles. C'était un garçon très pieux et, au patronage de Bab-el-Oued, avant la guerre, quand il avait encore ses deux jambes, c'était lui qui jouait le rôle de Jésus — avec une belle barbe blonde — dans le *Mystère de la Passion*.

Au débarcadère

Avec difficulté, il descend du *Ville-de-Marseille*, sa jambe gauche — un pilon en dural — flottant dans le pantalon. Comme en 1945, lorsqu'il avait été évacué sur le *Pasteur*, un grand bateau blanc arborant le pavillon de la Croix-Rouge, des dames en uniforme gris-bleu, des prêtres, des scouts tiennent le centre d'accueil. Mais aujourd'hui, il n'est plus l'évacué Édouard Rosello, caporal-chef de la 1re division française libre. On vient de lui remettre une petite fiche lui apprenant qu'il porte l'étiquette de « rapatrié ». Un rapatrié d'Algérie. Un parmi des centaines de mille...

Pourquoi est-il là? Il ne peut encore le dire car tout s'est passé si vite... Il était seul dans la vie. Son salaire de gardien de square et sa pension de mutilé auraient pu lui permettre d'avoir une famille. Cela ne l'avait jamais tenté et il ne le regrettait pas car il était maintenant seul devant ses responsabilités. Il était parti parce que, là-bas, ce n'était plus tenable, parce que sa petite maison située au Clos-Salembier, sur les hauts d'Alger, était occupée par les gendarmes mobiles. Parce qu'il avait eu la chance d'échapper à un attentat... Parce que... il ne savait plus!

Au débarcadère, après les contrôles de police, il a retrouvé un ancien combattant de la division Leclerc qui avait sauté sur une mine devant Strasbourg et qui, moins chanceux que lui, avait eu les deux jambes arrachées. Huit jours auparavant, il avait, malgré son état, été arrêté par des gendarmes et des C.R.S. et gardé à vue pendant douze heures. Relâché, il avait décidé d'abandonner son petit bistrot près de la Pêcherie et de rejoindre la France. Sans valise, à cause de ses « guitares » en bois. Avec un sac à dos et un costume de rechange. Toute sa fortune. Son dernier billet de cent francs, il l'a donné au maître d'hôtel du bateau pour qu'il lui procure une cabine, puisqu'il ne pouvait passer vingt-huit heures allongé sur une chaise longue.



Dimka


Reveillère

Les deux mutilés échangent leurs souvenirs. La peur, cette peur qui les prenait au ventre lorsque la fusillade de la guerre civile éclatait, lorsque le plastic détonait, a disparu.

Mais l'avenir les angoisse. Sous quel toit vont-ils coucher ce soir? A l'hôtel ou à l'asile? L'antenne du secrétariat d'État aux Rapatriés, qui leur fait remettre des fiches bleues, leur annonce qu'il est difficile de rester plus de quarante-huit heures à Marseille car des milliers de familles arrivent par bateau et par avion. Les Marseillais en profitent pour faire monter les prix des chambres d'hôtel et des meublés. La fusillade du 5 juillet à Oran, les représailles dans le bled, où l'heure des règlements de comptes a sonné, vont provoquer d'autres départs en panique.

Des villes entières se sont vidées de

Son café et sa maison sont évalués à une vingtaine de millions d'anciens francs. Un responsable F.L.N. lui fait discrètement savoir qu'il se porte acquéreur pour un demi-million. Les rares cultivateurs français qui ont voulu rester dans la région de Miliana sont prévenus que leurs récoltes seront taxées entre 5 et 20 % selon le rôle qu'ils ont joué pendant la guerre d'Algérie. Alors, après des semaines de désespoir, ce sera la fuite, malgré les lettres envoyées par ceux de France qui disent les difficultés de l'accueil dans ce que l'on appelle encore la « mère patrie ».

La plupart du temps, les exilés n'emportent avec eux que deux ou trois valises qu'ils devront sans cesse tenir à bout de bras pour ne pas se les faire voler pendant les longues heures d'attente sur les ports ou les aérodromes. Les grands cadres en bois pour les déménagements, qui coûtaient autrefois — il y a un an... — 1 200 F, valent maintenant 5 000 F. Plus que la valeur du pauvre mobilier qu'ils peuvent contenir. Les derniers soldats français restés en Algérie montent la garde près des docks pour empêcher le pillage.


Melet/Paris-Match

leur population européenne. Oran en particulier, Sidi-Bel-Abbès, Bône. Affreville, la cité jumelle de Miliana sur la rocade Alger-Oran, comptait 23 000 habitants le 1er novembre 1954. Au printemps de 1962, il restait encore 2 800 Européens, dont 200 israélites. En juillet de la même année, il ne restera que 356 Français, dont 6 juifs. Le 13 mai, onze jeunes Européens avaient été enlevés par le F.L.N., qui, après le départ de l'armée française et la mise en place de la force locale, renaissait de ses cendres. A l'approche de l'indépendance, l'A.L.N. fit savoir qu'elle allait faire relâcher les jeunes garçons après le défilé dans les rues d'Affreville. Malgré cette promesse, on ne les a jamais revus et seules leurs mères gardèrent longtemps l'espoir de les retrouver.

Toute la petite ville a été soumise à un pillage systématique des « biens vacants ». Souvent l'opération s'est faite avec le sourire. Un vieil ami musulman se présente pour emprunter de la vaisselle, de l'argenterie, du linge de maison, pour, explique-t-il, « recevoir convenablement des amis venus de la campagne pour fêter avec lui la libération ». On ne peut rien lui refuser. Une auto qui passe la nuit dehors n'a aucune chance d'être retrouvée le lendemain matin. Toutes ces voitures volées vont rouler grâce au carburant récupéré dans les stations-service abandonnées par les gérants.

Au village voisin de Lavarande, le propriétaire de la brasserie est resté pour veiller sur son établissement après avoir envoyé toute sa famille en métropole.

Ni rats, ni appâts, ni pièges

En Oranie, en juillet, 200 000 Européens sont déjà partis. La capitale de la province occidentale de l'Algérie s'est vidée à elle seule de 180 000 habitants français sur les 220 000 qu'elle comptait au début de l'année. Il faut y ajouter le départ d'une dizaine de milliers de sujets espagnols — dont des centaines de réfugiés de la guerre civile — qui ont rejoint Alicante, Valence ou Almeria. Sur les 44 appartements de la cité De-Lattre-de-Tassigny, face à la nouvelle préfecture, trois seulement sont encore occupés par leurs propriétaires.

Pourtant un respect absolu des accords signés à Évian par les représentants de la France et ceux du gouvernement provisoire de la République algérienne, un pouvoir central ferme, une main largement tendue aux Européens, auraient pu arrêter cette hémorragie humaine qui ne tardera pas à peser lourdement sur l'avenir de la nouvelle République algérienne. Ben Bella, définissant les objectifs du bureau politique du F.L.N., avait déclaré devant les représentants des différentes communautés : « Je veux guérir les Européens du complexe de la souricière. » Mais pour les guérir, il aurait d'abord fallu les persuader qu'il n'y avait ni rats, ni appâts, ni pièges. Il aurait fallu leur affirmer que tous les otages enlevés depuis le 1er juillet seraient rendus sains et saufs. Que les rapts, les séquestrations arbitraires, les menaces et les chantages cesseraient; que les petits comités locaux seraient mis hors d'état de nuire.

Mais la situation s'aggrave. L'activité du pays est réduite au cinquième de ce qu'elle était l'année précédente. Quatre ▶



une "opération c[h]

Le *Ville-de-Marseille* quitte le port. Ses passagers emporteront dans leur cœur cette dernière vision nostalgique d'Alger *(à droite)*. « Je ne me lasserai jamais de la beauté de cette ville », avaient coutume de dire les Algérois. Aujourd'hui, Alger se vide : les commerces ferment les uns après les autres, les entreprises licencient leurs ouvriers. Les habitants européens fuient leur ville sous les regards tantôt goguenards, tantôt indifférents des musulmans massés sur les rampes *(à gauche)*. « L'épreuve n'a laissé dans nos cœurs ni haine ni ressentiment », proclame Ben Bella. Mais les disparitions d'Européens se multiplient.

Gamma/R.A.

Dans les cabines, sur les ponts, s'entassent les familles au milieu des valises et des balluchons. Et si, par-ci, par-là, fuse encore une plaisanterie, ce n'est que pour masquer l'angoisse et la tristesse qui étreignent les cœurs. Au cours de l'été, les départs s'effectuent à la cadence de vingt navires par semaine. Malgré tout, les bateaux sont surchargés et une chaise de pont est accueillie avec joie. Port-Vendres... Sète... Marseille... Qu'importe ! On ne choisit même plus sa destination. Un seul souci : traverser la Méditerranée.



J.-C. Sauer/Paris-Match

Gamma/R.A.



ateliers sur cinq, quatre magasins sur cinq, quatre usines sur cinq sont fermés. Les ports d'Alger, d'Oran, de Bône, de Mostaganem, en dehors des départs de réfugiés, ne connaissent qu'une activité misérable. Le plan de Constantine est devenu un mythe. Cet état de fait n'empêchera pas certains Français d'Algérie, qui ont choisi de rester en adoptant la nationalité de leur nouvelle patrie, de s'inscrire sur la liste des candidats à la future Assemblée algérienne qui doit compter seize députés européens. Parmi eux, trois personnalités qui avait déjà siégé à l'exécutif provisoire : le docteur Jean Mannoni, Roger Roth et Charles Koenig, ainsi que le docteur Durand, ex-président des anciens du corps expéditionnaire français en Italie ; Évelyne Lavalette, condamnée à trois ans de prison pour assistance à un réseau terroriste F.L.N. pendant la « bataille d'Alger » et l'abbé Bérenguer, d'origine espagnole, ancien curé de Montagnac, dans le département de Tlemcen, qui avait été expulsé d'Oran en 1957 par le préfet Pierre Lambert et qui, depuis, s'était fait le

ne" va être tentée pour persuader les candidats au départ de rester



Malart

porte-parole du F.L.N. dans les pays d'Amérique latine avant de s'occuper du Croissant-Rouge algérien.

Alors puisque seize Européens ont décidé de défendre les intérêts de leurs anciens compatriotes au sein de la future Assemblée d'Alger une « opération Charme » va être tentée pour persuader les candidats au départ de rester. C'est le mot d'ordre qui est donné aux commissaires politiques du F.L.N. Avec un large sourire et une main tendue, le parti veut convaincre les 250 000 Français encore accrochés à leur terre que l'avenir dépend d'eux.

Le coup d'envoi est donné par l'ancien champion de l'équipe de football de Marnia devenu le président Ben Bella, qui déclare à Arzew : « On ne bâtit rien sur la haine. Donnons-nous la main pour réaliser l'énorme tâche économique et sociale qui nous attend. »

Certains industriels ne demandent pas mieux que de se laisser convaincre car les entreprises qu'ils dirigent totalisent un capital important qu'ils veulent sauvegarder. Aussi répondent-ils :

« Faites tout pour que les techniciens, les ingénieurs et les cadres qui nous font tellement défaut reviennent. Faites que les derniers spécialistes, les derniers contremaîtres restent. Pour les y inciter, ordonnez la libération des détenus. Uti- ▶

Biot/Paris-Match

◀ **Massés sur les docks, les Lopez, les Durand, les Cohen, les Muller, les Mohamed : des exilés qui s'interrogent : « En France, est-ce qu'ils nous comprendront ? »**

◀ Ce vieux juif et sa femme ont dû, eux aussi, s'exiler. Choisiront-ils la France pour nouvelle patrie ou bien se rendront-ils en Israël qui, par la loi dite « du Retour », a ouvert ses portes aux juifs provenant de tous les pays où ils sont dispersés ? Sur cent trente mille juifs rapatriés, en fait, près de cent mille s'installeront en France et trente mille seulement se rendront en Israël.

Pour ces femmes en larmes, la page est tournée. Reverront-elles un jour cette Algérie tant aimée pour laquelle se battent déjà les nouveaux maîtres ? Les Européens fuient en masse l'Algérie où règne l'anarchie. Dans la seule Mitidja, sur 45 000 Européens, il en reste encore 20 000 au début du mois de juillet. Ils seront à peine une dizaine de mille à la fin de l'été.

P. Domenech

un sort tragique est réservé aux harkis

lisez la garde nationale que vous venez de créer sur le modèle de la gendarmerie française pour mettre fin aux enlèvements, aux hold-up, aux pillages, aux viols. Alors, tout sera possible... »

Mais il y a les réticents, les incrédules, trop longtemps échaudés par les vaines affirmations prodiguées depuis un certain 13 mai 1958. Ceux-là décident de quitter l'Algérie pour s'installer en France. Le préfet d'Alger décrète aussitôt l'embargo sur le matériel d'entreprise. Des agriculteurs abandonnent leurs terres aux fellahs pour acheter quelques hectares dans la région de Montauban. Le préfet d'Oran leur interdit d'embarquer leurs tracteurs et leurs camions.

De simples particuliers décident de rejoindre ceux des leurs qui ont déjà franchi la Méditerranée. Leurs cadres sont pillés pendant les opérations de contrôle en douane. Ils auront aussi à faire face à des mesures telles que la plupart devront renoncer à leurs meubles : reçu de la dernière quittance de loyer, quittance de gaz et d'électricité, acquit des impôts. Or la plupart des partants sont dans l'impossibilité de fournir ces documents pour la simple raison que beaucoup de propriétaires d'immeubles sont déjà partis et que les archives comptables d'Électricité et Gaz d'Algérie comme

J.-P. Biot/Paris-Match



Gamma/R.A.

celles des contributions ont été détruites.

Autrement atroce est le sort réservé aux anciens supplétifs de l'armée française. Dès juillet 1962, le F.L.N. a créé des centres d'internement pour y enfermer tous les musulmans qui s'étaient engagés dans les unités chargées du maintien de l'ordre : goumiers et mokhazni des Sections administratives spécialisées (S.A.S.) et urbaines (S.A.U.); harkis de l'armée et de la marine; G.M.S. (ex-groupes mobiles de protection rurale).

Dans un de ces camps, celui de Tient, situé dans l'arrondissement de Nemours, les anciens harkis de la demi-brigade de fusiliers marins et les anciens maires et conseillers municipaux des douars proches de la frontière algéro-marocaine sont utilisés pour le nettoyage des champs de mines qui couvraient des milliers de kilomètres carrés tout le long du barrage ouest. Des centaines seront déchiquetés par les mines bondissantes.

D'autres détenus, anciens marins-pêcheurs, deviennent plongeurs pour remonter les tonnes d'armes et de munitions que les officiers français du secteur ont fait immerger dans les fonds marins des baies de Honaïne et de Sidna-Youcha et que le F.L.N. veut récupérer. Ce matériel de guerre constituait le chargement (fusils Mauser, mitrailleuses MG-42 allemandes, mortiers tchèques, mitraillettes italiennes Beretta) que la marine nationale avait saisi sur l'*Athos* en octobre 1956 et que les officiers français avaient distribué par la suite aux supplétifs musulmans pour lutter contre les katibas de l'A.L.N. ■

J.-P. Biot/Paris-Match



Cinq mille personnes partent chaque jour par avion. Les aéroports d'accueil sont Marseille, Lyon, Toulouse, Bordeaux, Paris. Avions civils et militaires établissent un véritable pont aérien. Néanmoins, la foule attend souvent quatre, cinq jours, devant les aérogares avant de pouvoir embarquer. A ces malheureux, la Croix-Rouge et l'armée française s'efforcent d'apporter un peu d'aide.

Lauros/Atlas photo

Courrière/Paris-Match

3. ALIC

ORAN n'est pas encore la ville morte qu'elle va devenir, mais, en ce 28 juin 1962, elle est à l'agonie. La plupart des magasins sont fermés, comme en signe de deuil. Les passants sont rares. Les quelques consommateurs des bars restés ouverts ne sont là que pour d'ultimes rendez-vous.

L'habituelle animation des rues a fait place aux nombreuses patrouilles militaires qui vont en file indienne au pas lent des cortèges funèbres. Seuls les quais du port et l'aérodrome civil de La Sénia connaissent une agitation extraordinaire. Depuis plusieurs jours déjà, les gens campent au milieu des cadres de déménagement et de leurs valises, attendant un hypothétique bateau ou un avion qui les emmènera *n'importe où*, loin de ce « pays perdu »... Hommes, femmes, enfants, vieillards en proie à la faim et au désespoir, attendent, pleurent...

Les musulmans ne se montrent pas. Dans leur quartier transformé en ghetto par la guerre, ils se préparent. L'indépendance, à partir du 1er juillet, doit leur apporter la liberté, la richesse et la grande revanche. Malheur aux Européens qu'ils

Alicante *(ci-dessous)*, ville d'Espagne jumelée à Oran depuis 1952, Terre promise pour cinq hommes venus d'Oran sur un 9 mètres à fond plat, en l'été de 1962. D'autres gagneront également Port-Vendres sur leurs bateaux de pêche *(à gauche)*. *A droite :* dans le port d'Alicante, sympathique déjeuner entre amis...

NTE: UNE PREMIÈRE ÉTAPE



G. Géry/Paris-Match

trouveront sur leur passage lorsqu'ils descendront vers le centre de la ville.

Le dernier exploit de l'O.A.S. ne fait qu'aggraver l'atmosphère sinistre du décor. La « terre brûlée » promise avant le grand départ se résume au plastiquage des immenses réservoirs d'une société pétrolière sur le port. Un énorme champignon de fumée noire monte dans le ciel. Action symbolique et dérisoire.

Place des Victoires, Roc, l'un des importants responsables civils de l'organisation clandestine, erre comme une âme en peine. L'expression prend ici tout son sens. L'homme ne sait plus très bien ce qu'il fait là. Il a veillé à l'évacuation de ses hommes, la plupart condamnés à de lourdes peines et activement recherchés, ainsi qu'au départ d'une partie de la population.

Remy, son fidèle adjoint et ami, a tenté de le joindre toute la journée. Il le découvre enfin :

— Roc! Que fais-tu là?
— J'attends.
— Tu attends quoi?
— J'attends...

— Tu es sonné, ma parole! Est-ce que tu réalises? C'est cuit! Il faut partir!

Roc (il n'en aura conscience que par la suite) est dans un état curieux. Il ne pense pas à lui. Son unique souci est de sauver le plus de gens possible. Ces gens pour lesquels il s'est battu... et a perdu.

Remy se fait plus pressant :

— On n'a plus rien à faire ici. On va se faire couper en morceaux. J'ai un bon bateau. On part immédiatement avec Creysson et Max, qui est un ancien officier de marine.

« Tempête ou pas, il faut partir! »

Arrivés au Cercle de la voile, Roc hoche la tête :

— C'est ça votre bateau?

Un simple 9 mètres à fond plat! Mais Creysson répond fièrement :

— En huit heures, on est à Alicante. C'est une vedette rapide à deux moteurs de 1 800 tours!

Pierrot, le frère de Roc, qui ne doit partir que le lendemain matin par un autre moyen, le prend à l'écart :

— Tu as vu la mer? Elle se lève. Vous partez quand même? C'est du nordé *(vent du nord-est)*.

Remy intervient :

— Tempête ou pas, il faut partir. Et tout de suite.

Ils embarquent. Les bagages? Un couffin chacun, avec leurs armes, bien sûr, et quelques dollars. Roc en possède une cinquantaine seulement. Le fameux trésor de guerre de l'O.A.S. n'est pas du voyage. Il est déjà loin. Si loin qu'on en entendra beaucoup parler mais que personne ne le retrouvera jamais. Perdu pour tout le monde, semble-t-il.

Dès la sortie du port, Max constate :

— Ça commence à tabasser; ça ne fait rien, on est partis.

Un dernier regard en arrière : les réservoirs qui ont sauté fument encore dans le soleil couchant. Leur dernière image de l'Algérie... Allons, l'aube se lèvera à peine qu'ils seront en Espagne.

Mais voici qu'au large du cap Blanc,

(Suite page 16)

LES TIMBRES DE L'ALGÉR







































































HISTORIA
magazine

Supplément au numéro 373

LA GUERRE D'ALGÉRIE

Nos lecteurs écrivent...



Coll. Bonzom

Alma, à 37 km à l'est d'Alger, un village comme tous ceux de France, avec son église et son monument aux morts.

Ce lundi matin, je suis monté à Tébessa, chef d'un convoi de permissionnaires qui avaient quitté la France depuis dix mois.

Aux abords de la ville, des fellaghas préposés au service d'ordre font stopper mon « 4X4 Renault ». Je m'informe des raisons, indique ma mission ; tout s'arrange dans le calme, nous devons emprunter une autre voie pour aller à la gare. En effet, le centre est bouclé, des « you-you » retentissent. Quelle manifestation nouvelle de l'indépendance se prépare ?

Les permissionnaires, qui gagneront Bône par le train, débarquent sans encombre. Mais il faut nous rendre au service de l'intendance en pleine ville pour toucher l'approvisionnement en vivres et en boisson ; nous tentons en vain de passer. Toute la circulation est interrompue.

Un autre « margis » et moi, décidons d'aller à pied. Après avoir regroupé les véhicules, ordonné aux hommes d'escorte et aux chauffeurs d'attendre là tranquillement avec le « bricard-chef », nous ôtons nos ceinturons où pend un pistolet – simple jugeote –, puis nous franchissons la double haie d'Algériens qui patientent le long de la rue principale.

A l'intendance, par chance, nous trouvons un « G.M.C. » d'un poste du 59e R.A., arrivé tôt le matin avant le « blocus ». Après avoir chargé la marchan- ▶

Précisions pour l'Histoire...

dise, nous nous préparons à rejoindre nos gars, mais nous nous heurtons à un véritable barrage humain.

Un détachement important de l'A.L.N. défile : des camions chargés d'hommes casqués tractent des canons courts soviétiques, des combattants en tenue léopard avec casquette à l'allemande, armés de mitraillettes tchèques ou allemandes, avancent d'un pas martelé. Suivent les bazookas, les mortiers...

Tout est flambant neuf, semblant sorti d'un magasin d'accessoires. Les drapeaux tunisiens se mêlent aux couleurs algériennes. On remarque aussi l'emblème chérifien. Le Maghreb au complet.

Au début de la semaine précédente, le F.L.N. avait demandé aux Français de tenir le « barrage », fermé pour contenir des éléments de l'A.L.N. benbellistes; un accord paraissant intervenu, le 3 juillet, dans l'après-midi, les « électros » coupèrent le courant.

L'A.L.N. stationnée en Tunisie déferla, fraîche et bien astiquée, et maintenant la voilà qui parade. Les Algériens massés sur son passage montrent un enthousiasme contenu, quelques cris de « Ben Bella ».

Mon camarade et moi, nous nous adressons à deux fellaghas apparemment du service d'ordre :

« Est-ce que votre défilé va durer encore longtemps? Il faut que nous passions... »

Ces deux soldats semblent timides; ne sachant quelle attitude adopter, ils esquivent toute responsabilité. Les civils algériens à l'entour nous observent, étonnés.

Quelques minutes, mêlés à la foule, nous regardons cette fameuse Armée de libération; jamais tant de fellaghas n'ont été vus à la fois : depuis deux heures et demie, le flot s'écoule. Puis, le défilé marquant un temps d'arrêt, nous passons rapidement entre deux camions. Aucune invective.

Nous rejoignons enfin nos camarades impatients. Inquiet, le « bricard-chef » avait déjà téléphoné à la batterie de commandement. Nos camions se faufilent dans la foule très sage, les fells règlent la circulation. Nous quittons Tébessa. Devant nous, des voitures tunisiennes qui, au premier croisement, se dirigent vers Gafsa. Nous poursuivons sur Bir-el-Ater.

M. P.-L. F..., 13009 Marseille

★

... Enfin, heureusement lors de mon affectation au groupe de renseignement et observation, j'ai connu des officiers et sous-officiers sensationnels qui vivaient avec nous sur le terrain, prenaient les mêmes risques et pour qui la hiérarchie passait après l'efficacité. Sans oublier les harkis, anciens rebelles ralliés que nous avons « mouillés » au maximum, surtout dans ces groupes spéciaux et dont j'ai appris que l'un d'eux avait été égorgé, au moment de l'indépendance, un autre abattu dans la rue, deux autres disparus dans la nature, en France. Morts? C'est là un des drames de cette guerre qui laisse des souvenirs qui ne sont pas près d'être oubliés.

C'est en lisant votre revue que l'on se rend compte combien la politique a joué un rôle important dans cette guerre. Et en voyant maintenant où en sont les accords d'Évian, surtout pour la grande majorité des « pieds-noirs » de condition modeste (car pour les autres, pleins d'argent, pas de problèmes) comme cette famille Gayral que j'ai si bien connue à Mercier-Lacombe et où j'étais reçu comme un parent et dont je n'ai plus de nouvelles depuis 1962. Et combien d'autres soldats ont également bénéficié de la gentillesse de toutes ces familles modestes des petits villages d'Algérie !

Tous ces gens, où sont-ils? Éparpillés en France pour la plupart, incompris par la majorité des métropolitains, ayant tout abandonné, perdu leurs illusions. Je crois, et j'en suis même persuadé, que les Algé-

Alma avait aussi sa société de musique qui participait aux fêtes et jouait dans les bals populaires.

Coll. Bonzom





Alma, 1956-1959. Les manifestations franco-musulmanes au fil des...

riens ont beaucoup perdu en les faisant partir car ils étaient autant attachés à leur terre que les musulmans. La haine s'efface au bout des années surtout quand on doit reconstruire une nation ensemble, le meilleur exemple est l'Allemagne et la France, mais surtout il ne faut pas mêler le racisme à tout ça.

M. M. F..., 1060 Bruxelles

★

Ayant fait mon régiment en Algérie, et étant un lecteur d' « Historia Magazine », il y a longtemps que je voulais vous dire ce que j'en pense.

A mon point de vue, vous avez beaucoup parlé des paras, de la légion, et vous avez omis de parler de certains régiments qui, à mon sens, ont eu aussi leur mérite dans cette guerre. Faisant partie du 3ᵉ R.C.A. – une photo illustre la première page d' « Historia » n° 8 – je vous assure que nous avons eu notre part d'accrochages, en 1956-57-58. Heureusement pour nous, à l'époque, nous pensions que nous faisions du bon boulot et avions un idéal (Algérie française). Hélas, le temps en a décidé autrement.

Je voudrais vous dire aussi que, souvent, j'ai honte quand il y en a qui osent vous écrire que les pieds-noirs leur faisaient payer l'eau. J'ai discuté avec beaucoup des anciens d'Algérie, mais aucun ne m'a dit des choses pareilles. Je profite pour dire merci aux familles ... de L'Arba, à 22 km d'Alger.

Ne pensez surtout pas que je suis contre les musulmans, bien au contraire, il y avait beaucoup à faire pour ces gens, et j'avais de l'amitié pour eux.

Enfin tout cela est du passé, et maintenant nous sommes des anciens d'A.F.N., et étant président d'une section, j'ai voulu retourner en Algérie.

Nous y sommes allés en février, j'ai revu avec beaucoup d'émotion ce pays.

Nous avons eu un excellent accueil, personnellement j'ai été couvert de cadeaux, et je puis dire une chose, c'est que les malheureux de 56 sont toujours malheureux, par contre une certaine catégorie vit dans le luxe. Les anciens regrettent les pieds-noirs, les fellaghas sont très corrects; quant aux jeunes, regardons autour de nous, il n'y a pas de différence en Algérie.

Avant de terminer, je voudrais dire aussi toute l'admiration que nous avions pour le colonel Argoud, et qu'il sache que les anciens du 3ᵉ R.C.A. de la 56-1A, 1ᵉʳ escadron de L'Arba, pensent toujours à lui.

M. H. U..., 84380 Mazan

★

... J'étais sapeur-mineur au 41ᵉ bataillon du génie, sur la frontière tunisienne (Morsott, Le Kouif, etc.) en 59, 60 et 61, et notre travail, moins glorieux que celui des paras, chasseurs ou autres régiments d'élite, n'était pas sans danger, loin de là. Combien de nos camarades sont revenus amputés, ou sont morts en sautant sur nos propres pièges! Vous avez passé sous silence le « travail », si je peux ▶

... mois réunissent souvent les anciens combattants des deux communautés devant le monument aux morts.



















La vérité des deux côtés...



Coll. Lucien Gil

A Oran comme à Alger, c'est au village qu'ils ont quitté, abandonnant tout, que pensent ceux qui partent...

▶ employer ce terme, du génie ; ce serait rendre hommage aux nombreux morts et blessés du génie que de combler cette lacune dans un prochain numéro.

M. J. A..., 30190 La Calmette

★

C'est toujours avec grand intérêt que je lis votre magazine. Je le trouve objectif étant donné que les représentants des diverses « tendances » peuvent s'exprimer.

Je me permets donc, en espérant que vous trouverez quelques lignes à me consacrer dans votre revue, de donner les impressions et réflexions d'un appelé de la classe 61-1A ayant effectué dix mois de service militaire en Algérie (début février 62 - fin novembre 62) au 1/12e R.A.A.Ma. à Relizane, Beni-Messous, Buisseville, Aïn-el-Turck et qui à l'époque, étant soutien de famille, ne demandait que la quille pour retrouver sa mère vivant très modestement dans le nord de la France, mais qui, avec le recul du temps juge d'une façon qu'il espère objective « ces événements »...



...Dans le camp de Relizane, au « Fortin », étaient établis deux régiments : le 1/12e R.A.A.Ma. et un régiment de tirailleurs algériens (21e ou 22e R.T.A., si mes souvenirs sont exacts). Le premier : 80 % de Français, 20 % d'Algériens. Le deuxième : 20 % de Français, 80 % d'Algériens. Étant donné que ceux-ci ne songeaient qu'à discuter, presque toutes les gardes, patrouilles, étaient effectuées par nos soins (les Algériens ne prenant la garde qu'une fois sur trois et encore dans le courant de la journée). Dans des conditions pareilles, la nuit en faction, nous devions nous méfier de tout ce qui venait de l'extérieur du camp, mais aussi de l'intérieur, aidés en cela par deux chiens que nous avions dressés.

Inutile également de préciser que ce qui pouvait s'appeler « prison » n'était peuplé que de musulmans.

J'aimerais connaître les diverses opinions des hommes de troupe et sous-officiers appelés, engagés, rengagés, sur ce que je viens de dire. D'autre part, j'aurais toujours aimé que l'Algérie reste française non plus comme avant 1954, où certains gros colons avaient tous les monopoles, mais une Algérie française remaniée et structurée, et où tout le monde aurait mis un peu de bonne volonté, mais après ce que je vais vous raconter, pouvait-il en être ainsi ?

Ce sont les confidences d'un appelé ayant effectué une partie de son service militaire à Batna, et qui justement se trouvait sur les lieux en 1958 pour le référendum. Le matin, de très bonne heure, les camions militaires sont partis dans les douars, mechtas, petits villages environnants pour ramasser les personnes qui étaient inscrites sur les listes électorales. S'ils ne se dérangeaient pas, on leur prenait leurs cartes d'identité. Et un musulman sans cette pièce ne pouvait plus trouver de travail. Ces personnes étaient amenées au bureau de vote ; un seul bulletin bien sûr, OUI, leur était donné par des harkis ou des sous-officiers musulmans. Quand ils avaient effectué leur devoir, ils avaient droit à un paquet de « troupe ». Ils étaient ramenés ensuite dans leurs villages respectifs, avec beaucoup « moins de précautions » qu'au départ.

Dans ces conditions, comment trouver un compromis entre les farouches défenseurs de l'Algérie française comme avant 1954, et le F.L.N. ?

M. J. B..., 59000 Lille

★

Cela me restera marqué. Hélas, je ne peux oublier, et pourtant... Oui, la guerre nous a tous marqués !

Je pense aux anciens de Bou-Assem, à quelque 30 km de Tizi-Ouzou (Grande Kabylie), la 2e batterie du 2/93e R.A.M. faisant partie de la 27e D.I.A. à l'époque, devenue 27e brigade alpine.

Vous ne parlez pas de ces vaillants artilleurs, qui, je pense, ont crapahuté comme les légionnaires, paras, etc. Nous aussi, nous avions notre cote 616. Je suis ému quand je pense encore











à tous mes copains de Grenoble, Annecy, et ceux de Bourg-de-Péage, de Romans, de Saint-Michel, à quelque 15 km de Romans.

...Azouza, Grande Kabylie, à 4 km de Fort-National, Bouassen en piton au bout d'une piste de près de 30 km de Tizi-Ouzou. Sans commentaire.

Alors, je m'aperçois que, pour le moment, personne n'a parlé des artilleurs, et croyez-moi, ils ont beaucoup de choses à dire, mais, s'ils ne parlent pas, c'est qu'ils ont gros sur le cœur, ceux des pitons! Oui, nous aussi nous y étions, là-bas. Donc, c'est terminé, pour moi, loin des villes et villages. La parole est à mes anciens officiers, sous-officiers, dont certains m'ont laissé un très bon souvenir.

M. J. P..., 26300 Bourg-de-Péage

★

Cette parution était nécessaire pour faire le point. Autrefois, on attendait des dizaines d'années avant d'évoquer certains points d'événements douloureux. Vous avez eu le courage d'entreprendre ce récit alors que les blessures se ferment tout juste pour des milliers de personnes concernées.

Un regret, peut-être. La critique a déjà été soulevée : pas



Coll. Bonzom

Dès le 6 juillet 1962, à Alma, le monument aux morts sera souillé.



Coll. particulière

Après l'indépendance, dans la ville d'Oran presque totalement vidée d'Européens, l'A.L.N. assure la police.

assez de place faite au « contingent ». En expliquant les dessous politiques indispensables pour comprendre ce qui s'est déroulé, vous avez un peu raccourci le rôle de ces jeunes de 20 ans qui arrivaient là-bas, pas encore dégrossis, des centres d'instruction.

Chacun, en effet, aimerait revoir la région parcourue, l'insigne de son régiment, la photo de son poste en haut d'un col, etc. Cela est impossible, bien sûr, mais après tout, c'était « notre guerre », comme le grand-père de 14-18 raconte « sa » Grande Guerre.

Aujourd'hui, le dernier à s'être trouvé dans le bled au moment de l'indépendance est âgé de 31 ans s'il en avait 20 dans l'Aurès!

C'est un homme qui est installé dans sa profession et son foyer. Il rencontre les « anciens combattants » de temps en temps et n'oublie pas.

M. D. B..., 54000 Nancy

★

Comme d'autres, je ne me considère pas comme « ancien combattant d'A.F.N. » et bien que je ne sois pas riche, je ne réclame pas la retraite. Mais, en dehors des copains qui sont revenus mutilés, et à plus forte raison en dehors de ceux qui sont morts, il y a tous ceux qui, aujourd'hui, sont marqués dans leur chair : perte de sommeil, intestin fragile, nerfs détraqués, déséquilibre psychique; ça, ce n'est pas de la poésie! Tous ceux qui sont marqués dans leur esprit; les copains qui gardent le souvenir de violences, de tortures, ceux qui la nuit, encore aujourd'hui, crient et se débattent contre je ne sais quelle attaque imaginaire, et qui ne sont, par ailleurs, pas cinglés, croyez-moi. Tous ceux qui, par moments, à la surprise de leur propre femme, ont besoin de solitude pour se trouver en face d'eux-mêmes et ont du mal à supporter leurs propres gosses, qu'ils aiment cependant profondément. Tous ceux-là, on n'en parlera pas et ce n'est pas nécessaire. Cependant, c'est parce que j'ai cru me retrouver parfois un peu en eux que je vous fais part de tout cela en vrac, pas comme un savant ni un écrivain, non, mais ▶

HISTORIA magazine SOMMAIRES

HISTOIRE COMPLÈTE (en 112 numéros)

LA GUERRE D'ALGÉRIE



Coll. particulière

Une commission du F.L.N. tente d'accomplir une tâche impossible : la réconciliation des Européens et des musulmans.

comme quelqu'un qui, avec d'autres, beaucoup d'autres, a essayé de vivre l'amitié, même, et surtout, avec le frère ennemi! En vous écrivant je m'adresse aux appelés comme moi, il n'est pas question des pieds-noirs, chez qui j'ai des amis et que je respecte; c'est un autre problème que je ne me permettrais pas d'aborder.

M. J. P..., 55100 Verdun

★

Je suis depuis le début de sa parution votre excellent magazine *la Guerre d'Algérie*, ayant servi en Algérie comme volontaire, je le précise, et, quoique n'ayant pas la prétention de connaître à fond ce pays, j'en suis revenu avec l'idée que la France n'avait pas à rougir de l'œuvre civilisatrice qu'elle y avait entreprise. Et, malgré les inévitables abus de cette épopée coloniale, le résultat était en passe de devenir positif si nous avions persisté, mais en donnant l'égalité des chances et des devoirs à toute la population et pas seulement en paroles.

Malheureusement, il était trop tard en 1954. Présent en 1951-1952 dans la région d'Oran, j'ai pu me rendre compte de l'hostilité déjà perceptible de certains musulmans à notre égard; nous étions considérés comme occupants et pourtant j'ai constaté que la présence de la France en Algérie n'avait rien par exemple de l'oppression allemande en France sous l'occupation. Si nous avions vraiment réalisé l'intégration en 1945, peut-être, sûrement même aurait été évitée une guerre inutile, et des rapports de coopération et une union avec la France autrement plus bénéfique (je pense, en premier, au pétrole) auraient pu se réaliser.

Mais notre imprévoyant système politique à la petite semaine d'après guerre – sans remonter avant! – a fait que nous nous sommes mal tirés de cette décolonisation évidemment inéluctable. A mon avis, le général de Gaulle avait les moyens, en 1946, de mieux réaliser cette grande œuvre qu'aurait pu être une grande communauté de pays, anciennes colonies, associés à la France avec de nouveaux rapports et l'autonomie progressivement accordée à ces pays. Mais il a préféré se retirer et revenir quand le pourrissement eut fait son œuvre, se faisant porter au pouvoir par les partisans de l'Algérie française, et abandonnant ensuite ce pays grâce au soutien de toute la gauche et de la majorité du peuple très mal informé du problème colonial où l'image du « gros colon » exploitant les Arabes représentait la seule idée maîtresse et qu'il fallait en finir au plus vite.

Je suis frappé par ailleurs de l'attitude légère des généraux putschistes, leur manque de sérieux dans la préparation de ce qui aurait pu être un magistral retournement de situation pouvant conduire à une tout autre issue pour la France (1).

Enfin, je dirai, pour conclure, que l'œuvre coloniale de notre pays fut toujours mal comprise en métropole depuis Voltaire et les « arpents de neige » du Canada, et je félicite « Historia Magazine » pour son objectivité et l'intérêt de ses articles, photos et témoignages qui relatent très fidèlement cette histoire passionnante et dramatique de ce qui fut l'Algérie française.

M. H. A..., 14260 Aunay-sur-Odon

(1) En effet, quand on a connu le dynamisme des « pieds-noirs », il leur était possible, tout comme Israël l'a démontré, à la limite et faute d'entente avec les extrémistes du F.L.N., de se constituer en État indépendant de la métropole et de garder envers et contre tout une portion du territoire algérien et nous aurions actuellement deux Algéries comme nous avons deux Vietnams, deux Berlins, deux Irlandes, etc.

(à suivre)

reliez vous-même les numéros de votre collection

LA GUERRE D'ALGERIE

une reliure spéciale a été prévue elle contient 16 numéros

Sobre et moderne, elle est décorée sur le dos de quatre filets dorés en plein skivertex havane, avec le titre de la collection.



Vous pouvez vous les procurer en France chez votre dépositaire, ou à nos bureaux, 18 F franco, en écrivant à la Librairie Jules Tallandier/Historia Magazine "La Guerre d'Algérie", 61, rue de la Tombe-Issoire, Paris 14e (dans ce cas, n'oubliez pas de joindre à votre commande votre titre de paiement : mandat, chèque bancaire ou virement postal au CCP 2778 70).

En Belgique :
au prix de 195 FB chez tous les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite Ile, 1070 BRUXELLES - CCP Bruxelles 416-69.

En Suisse :
au prix de 18 FS chez tous les dépositaires.

Le directeur de la publication : Maurice DUMONCEL — Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris-19e - D.L. C 351

D'HIER ET D'AUJOURD'HUI



















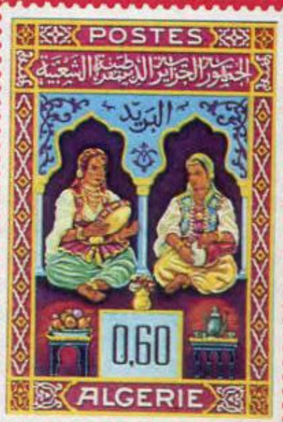










































Sygma/APIS

◄ **Aujourd'hui c'est jour de lessive pour cette famille de réfugiés qui a choisi de vivre à Port-Vendres. Faute de mieux, ils ont décidé d'habiter sur leur chalutier. A cette époque, où 43 pour cent des réfugiés cherchaient un logement, la solution du bateau-demeure était un pis-aller.**

Eux aussi ont quitté l'Algérie avec leur bateau. Traversant la Méditerranée, ils ont fait escale à Alicante d'où ils repartiront pour Port-Vendres, ce petit port méridional où les pieds-noirs, sans retrouver la douceur de vivre des villes algériennes, ne manqueront ni du soleil ni de la mer. ▼




Segonzac/Paris-Match

◀ **La cité des Pêcheurs, à Port-Vendres : des baraques mises à la disposition des repliés par les services publics qui ne peuvent faire face à la demande.**

n était
rippé,
arbre
lades,
vomir
anger.
je me
re un
us res-
barre.
rts les

» D'une froideur, ce mec ! A croire qu'il n'avait ni foie ni estomac.

— Aviez-vous du matériel de sauvetage ?

— Deux bouées pour cinq. Bouée ou pas, personne n'aurait pu tenir dans les vagues. Enfin, après vingt-neuf heures de mer, soit vingt et une heures de rab sur nos prévisions, après trois nuits et deux jours, voilà qu'à l'aube du troisième jour, Max se met à hurler comme Christophe Colomb : terre! Oui, mais laquelle? J'ai prévenu aussitôt les copains : quand on

grâce à Dieu, sur des gardes civils espagnols. Nous étions au cap de Palos.

— Je ne m'étais pas trompé de beaucoup!

— Nous voici affalés sur la plage et les gardes civils qui nous disent : « Il faut aller à Alicante, pour le contrôle. » Remy saute sur ses pieds en criant : « Jamais de ma vie je remonte sur un bateau! » Aussi sec, il prend son sac et attaque le sentier de la falaise. J'en fais autant, mais les gardes nous barrent la route, l'arme pointée vers nous. Ils ne voulurent rien savoir. Il nous fallut repartir. Quatre heures supplémentaires de mer!

— Et le contrôle à Alicante?

— Simple formalité. La police a su comprendre notre situation; ça s'est passé ainsi : « D'où venez-vous? — D'Oran. — Où allez-vous? — On ne le sait pas encore. — Des armes? — Non. — Bonne chance! »

Notre patrie commune : l'amitié

Sur ce, Roc commande l' « avant-dernière » tournée d'anisette. Il ne dit jamais la dernière, car, prétend-il, quand ce sera la dernière, c'est que ça ira vraiment mal.

— Après ça, vous avez dû dormir pendant huit jours?

— Ah! oui, tu vas voir. On s'installe au Palace-Hôtel, on se tape un bon repas et on boit un pot à la terrasse, avant d'aller dormir. La ville semble en fête. Tu sais qu'en Espagne, il y en a beaucoup. Un saint quelconque. Tout d'un coup, le déclenchement d'une mitraillade! Des pétards partout! Tu vois l'effet que ça a pu faire sur nos nerfs. Joder! on se serait cru à la Toussaint 54 encore une fois!

— Et maintenant, vieux Max, ça va?

— Ça va...

Roc, ironique, déclare :

— Il a une bonne pension de famille.

— Ça c'est fini, Dieu merci; ç'a duré cinq ans. Tous les paumés que Roc ramassait, il me les envoyait. Si un jour ils me remboursent, je serai millionnaire.

4. LES "O

P. Jarnoux/Paris-Match



Gamma/R.A.

Marseille, devenue, pour les pieds-noirs, une véritable plaque tournante. Depuis la signature des accords d'Évian...

... jusqu'à la mi-juillet, 325 000 y ont transité. Beaucoup

A LA cadence de plusieurs milliers chaque mois, les derniers Français d'Algérie, le cœur déchiré, vont se décider à devenir des « rapatriés ». Pour la plupart, c'était la première fois qu'ils voyaient leur « patrie ».

En prévision d'un décrochage, dont il n'avait pas prévu l'envergure, le gouvernement français avait créé, en 1961, un secrétariat d'État aux Rapatriés qui fut confié à Robert Boulin. Puis, le 26 décembre de la même année, l'Assemblée nationale avait adopté la loi n° 61-1439, dite « Charte du rapatrié ». Une semaine avant les accords d'Évian cette loi fut complétée par divers arrêtés d'application.

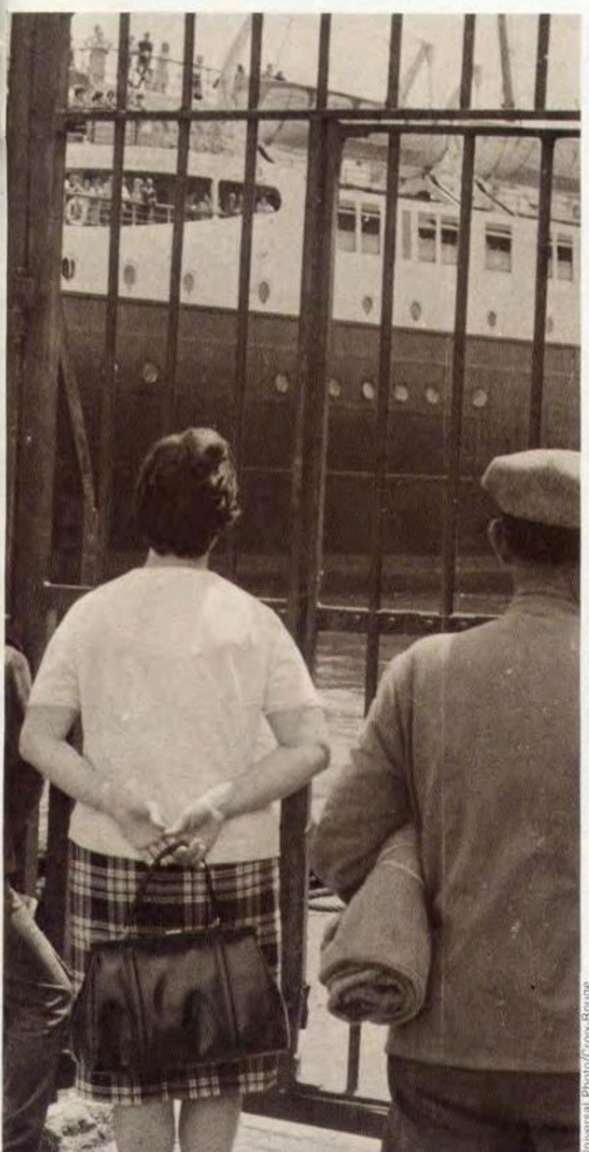
La loi d'accueil et d'intégration s'applique aux citoyens français ainsi qu'aux résidents étrangers qui ont rendu des services exceptionnels à la France et à ceux dont les enfants se sont battus pour la France. Elle avait été conçue pour réaliser, dans un premier temps l'accueil des pieds-noirs et, dans un deuxième temps, leur intégration dans les structures économiques et sociales de la nation. A cette fin, le législateur avait prévu des prestations de retour et de subsistance, des prestations sociales, des subventions d'installation et de reclassement, des indemnités et des prêts particuliers. Si l'intention était bonne, l'application fut difficile en raison de l'amplitude de cette vague imprévue. Ce n'étaient pas quelques milliers de rapatriés qui arrivaient, mais des centaines de milliers...

Au titre de la préparation psychologique, aucun effort n'avait été accompli par les pouvoirs publics. Il était pourtant facile, pour ceux-là mêmes qui avaient prévu et préparé l'indépendance de l'Algérie, d'organiser, comme avaient fait les Allemands de l'Ouest recevant leurs frères de l'Est, l'implantation des pieds-noirs dans certaines zones de l'hexagone où leurs qualités pourraient le mieux s'épanouir. Il fallait surtout éviter de les laisser s'enfermer dans le « ghetto » géographique vers lequel leur instinct méditerranéen allait les pousser.

Les malentendus inévitables

Les « arrivants » et les « accueillants » avaient été traumatisés par une longue guerre. Les spoliés avaient conscience d'avoir été trahis par le pouvoir. Les quelque quatre millions de soldats du contingent, surtout ceux qui avaient servi dans les états-majors et les garnisons urbaines, avaient pour la plupart été écœurés par deux années de jeunesse gâchée, après avoir assisté en témoins aux épisodes « historiques » du 13 mai 1958, de la « semaine des barricades », du « putsch » des généraux.

RPHELINS DU SOLEIL "...



aimeraient y rester. A Marseille, ils se sentent un peu chez eux.

Universal Photo/Croix-Rouge

La Croix-Rouge, avec l'aide de quelques militaires, apporte son assistance aux blessés, aux infirmes et aux vieillards.

De ces opérations de maintien de l'ordre, ces soldats n'avaient retenu que les phases ingrates, les malentendus inévitables, la confusion politique. Le « métallo » communiste de Billancourt envoyé dans le djebel pour combattre un ennemi qu'il considérait comme un frère de classe se sentait très éloigné du « petit Blanc » ouvrier maçon de Bab-el-Oued qui, depuis très longtemps, avait, lui aussi, voté communiste. Quant à ceux qui n'avaient jamais, pour leur bonheur, connu l'aventure algérienne, ils étaient nombreux à croire que tous ces pieds-noirs, au fond, n'étaient que de riches colons qui avaient toujours fait suer le burnous aux pauvres Arabes et des fascistes embrigadés dans l'O.A.S. Onze années de cohabitation ont permis à la nation de réviser ce jugement.

Dès l'été de 1962, l'arrivée des rapatriés provoque une demande supplémentaire de trois cent mille logements sur le marché immobilier ce qui correspond à la quasi-totalité de la production de l'industrie française du bâtiment pendant un an. A cette époque, 43 % des arrivants cherchent un logement (7 % sont dans des centres d'accueil, 28 % sont hébergés chez des amis ou des parents, 8% sont à l'hôtel), 57 % ont trouvé à se loger.

Un atout favorable

La tâche du secrétariat d'État aux Rapatriés — qui devait se transformer en ministère dans la période la plus critique — fut d'abord administrative. C'est François Missoffe, premier titulaire du portefeuille, qui s'efforça d'humaniser les textes pour tenter d'arracher les pieds-noirs à leur solitude et d'assurer leur intégration effective et réelle.

Bientôt le fichier central du ministère évalua à 250 000 le nombre des Français qui avaient été amenés à abandonner leur foyer, leur situation et leurs biens depuis l'accession de l'Algérie à l'indépendance et qui avaient constitué leurs dossiers d'ayants-droit.

Ayant créé une Bourse de l'emploi, qui devait, par la suite, servir à l'ensemble de la nation, Missoffe fit étudier et interpréter les dossiers : en un an, 47 % des hommes et 17 % des femmes avaient retrouvé une activité professionnelle et 70 000 salariés et 30 000 non-salariés cherchaient encore du travail; 55 % des demandeurs d'emploi avaient moins de quarante ans; 86 % des rapatriés déclaraient n'envisager leur avenir qu'en métropole sans idée de retour en Algérie, 85 % pensaient y redevenir heureux et 54 % avaient déclaré facile leur adaptation au climat.

Ceux qui trouvèrent le moins de débouchés furent les commerçants, les artisans ▶

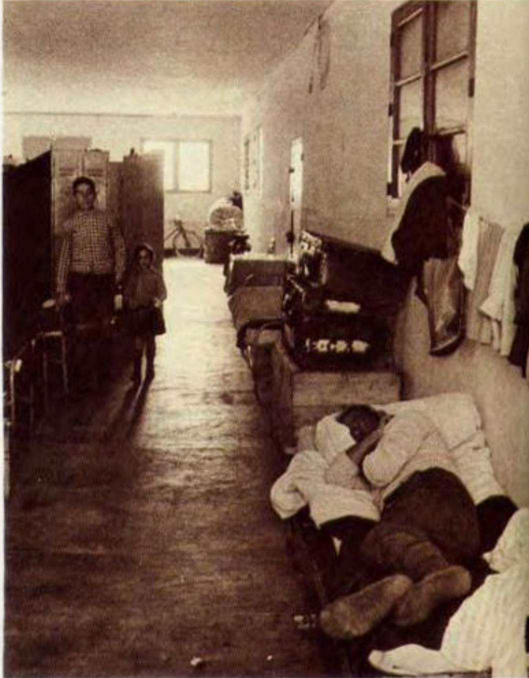
LES « ORPHELINS »...

à Oran, les classes de musique du collège de jeunes filles avaient

Segonzac/Paris-Match



Cournère/Paris-Match



Coral/Paris-Match

et les agriculteurs. Il fallut faire comprendre aux deux premières catégories que leur intérêt était de se reconvertir au salariat. On citait l'exemple de ce tailleur d'Alger établi à Paris. Il n'avait aucune chance de gagner sa vie, car si les Algérois s'habillaient facilement sur mesure, les Parisiens préféraient acheter du « prêt-à-porter ». Mais il était assuré de percevoir un bon salaire comme coupeur dans un grand atelier de confection.

Le ministère ne tarda pas à affirmer, preuves à l'appui, qu'il considérait l'intégration des rapatriés actifs comme un atout favorable pour l'économie nationale. Il basait son optimisme sur le fait que les pieds-noirs avaient clairement manifesté leur volonté de se reclasser même au prix de difficiles mutations géographiques ou professionnelles. Parlant de ceux qui surent, en la circonstance, faire preuve de courage et d'optimisme, Mellac, directeur des affaires économiques et sociales au ministère des Rapatriés, devait déclarer : « Ils ont su se reprendre magnifiquement après leurs dures épreuves en montrant un réalisme exemplaire. » Pour leur part, Pierre

abrité des "barbouzes"

◀ Cette famille pied-noir a réussi à trouver un logement. Ce n'est pas luxueux, mais cela permet de « voir venir ». Et c'est, de loin, préférable au centre d'accueil, où la promiscuité, inévitable, aigrit les caractères.

Massé, commissaire général au Plan, et Pierre Racine, vice-président de la commission de coordination pour la réinstallation des Français d'outre-mer, pouvaient dire des « sinistrés de la décolonisation » qu'ils avaient apporté leur pierre pour parachever l'édifice. Car si l'arrivée d'une masse imprévue de rapatriés avait obligé les responsables du Plan à modifier leur programme, les chapitres concernant la régionalisation et l'aménagement du territoire étaient concernés par l'utilisation d'une nouvelle main-d'œuvre pour la mise en valeur des départements déshérités.

Comme leurs parents placés devant leurs problèmes de reclassement et de logement, les jeunes d'âge scolaire avaient leurs préoccupations. Chacun débarquait en France avec ses complexes, car on avait tellement répété que la main-d'œuvre était moins bien qualifiée et l'éducation moins poussée en Algérie qu'en métropole que pères et fils étaient convaincus qu'ils auraient une rude concurrence à affronter devant la machine-outil, l'ordinateur ou la chaire du professeur. Mais bientôt, les concours de fin d'année permirent de compter de nombreux lauréats parmi les étudiants originaires d'Afrique du Nord.

Pourtant, vers la fin de la guerre d'Algérie, la plupart des lycées, collèges et facultés avaient été occupés par les forces de l'ordre. Certains, pour cette raison, avaient été plastiqués par l'O.A.S. tandis que le F.L.N. faisait flamber les écoles pour empêcher les petits Algériens de les fréquenter. A Oran, le collège moderne de jeunes filles de l'avenue Ali-Chekkal avait abrité des « barbouzes » dans ses classes de musique.

◀ Des centres d'accueil ont été créés pour ceux qui ne savent où aller ou n'ont pu trouver à se loger. Certains ne feront qu'y passer. D'autres, une minorité, démunis de toute ressource, y demeureront un certain temps.

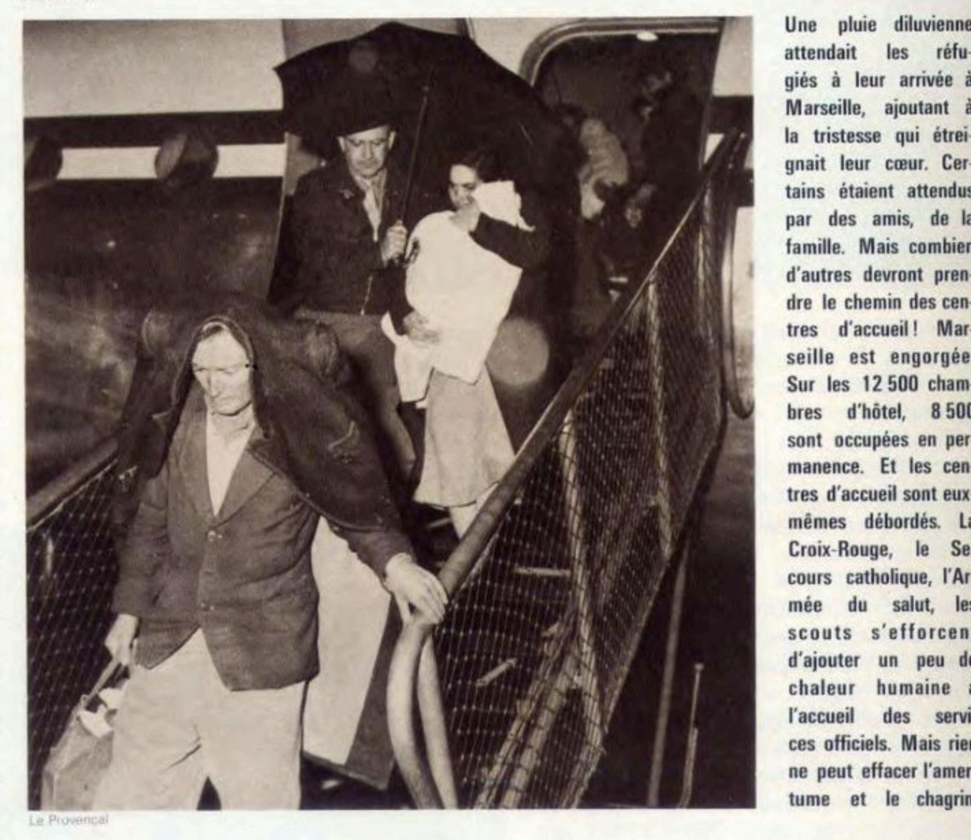
Lorsque mon fils débarqua en France en mai 1962, il venait d'avoir huit ans. D'octobre 1961 à mars 1962, il n'avait pu fréquenter le cours moyen que pendant quelques semaines, car le quartier que nous habitions sur les hauteurs de Miramar, face à la nouvelle préfecture d'Oran, à proximité de l'émetteur de télévision, avait été troublé par de fréquents incidents. La classe de mon fils se trouvait dans l'annexe de l'École normale d'instituteurs. Un après-midi, il rentra à la maison à quatre pattes, sous les balles d'une fusillade intense. Les gendarmes mobiles qui venaient de perquisitionner dans notre immeuble, nous avaient ensuite bloqués dans la cage d'escalier, nous empêchant ainsi d'aller à la rencontre de nos enfants.

Dans les jours qui suivirent, aucun écolier ne put se rendre en classe car il y eut échange de coups de feu entre les commandos de l'O.A.S. qui avaient pu s'installer sur les terrasses de notre immeuble du boulevard De-Lattre-de-Tassigny et les gendarmes qui défendaient les bâtiments de la préfecture et ripostaient à la mitrailleuse lourde. La seule pièce protégée de notre appartement était la salle de bains qui était au centre du logement et à l'abri des balles. Dans ces conditions, on peut imaginer la joie que j'éprouvai, un mois après la rentrée scolaire, à Meudon, où nous nous étions installés, lorsque mon fils me montra son livret scolaire où la pre- ▶



Le Provençal




Le Provençal

Une pluie diluvienne attendait les réfugiés à leur arrivée à Marseille, ajoutant à la tristesse qui étreignait leur cœur. Certains étaient attendus par des amis, de la famille. Mais combien d'autres devront prendre le chemin des centres d'accueil ! Marseille est engorgée. Sur les 12 500 chambres d'hôtel, 8 500 sont occupées en permanence. Et les centres d'accueil sont eux-mêmes débordés. La Croix-Rouge, le Secours catholique, l'Armée du salut, les scouts s'efforcent d'ajouter un peu de chaleur humaine à l'accueil des services officiels. Mais rien ne peut effacer l'amertume et le chagrin.



Coll. particulière



Manaut-Esquieule

◀ On prépare l'avenir, mais on rêve au passé : les réunions entre amis, où régnait une franche gaieté ; la première communion des enfants, dans l'église toute blanche. Tant de souvenirs joyeux ou émouvants...

mière place lui était attribuée. Quand je pense que j'avais songé à lui faire redoubler sa classe de peur qu'il ne pût suivre les cours!...

En Algérie, nous, les femmes, avions été invitées à nous rapprocher des femmes musulmanes qui cherchaient à sortir de leur condition humiliante, non pas du fait de la colonisation, mais parce que les mœurs et la religion de l'islam ne leur ont jamais fait la part belle. Chaque semaine, nous tenions des cours de couture, d'arts ménagers, de puériculture. Celles d'entre nous qui vivaient dans le bled étaient encore plus près des musulmanes et les connaissaient mieux.

L'exode allait nous séparer. Mais nous devions en retrouver oh! très peu en France. Je veux parler des femmes des harkis qui, avec leurs maris, réussirent à se mêler aux unités militaires qui avaient bien voulu les emmener avec elles.

Il est difficile de parler de rapatriement lorsqu'il s'agit d'une catégorie de réfugiés qui n'avaient jamais mis les pieds en France et qui, au surplus, selon la lettre des accords d'Évian, n'étaient pas encore considérés à part entière malgré les anciennes frontières qui, selon le général de Gaulle, allaient de Dunkerque à Tamanrasset. C'est pourtant le cas des harkis et de leurs familles.

L'association des anciens des Affaires algériennes — les « S.A.S. » — n'a pas voulu que le drame des musulmans d'Algérie ayant opté pour la France se perdît dans l'oubli d'une responsabilité collective. Ses membres avaient déjà, sur le terrain, donné l'exemple en sauvant le maximum de leurs anciens mokhazni. L'action devait se poursuivre dans l'hexagone où « le vent de l'Histoire » les avait poussés.

De son côté, le ministère des Rapatriés avait créé une direction spéciale dont le directeur fut Pérony, ancien préfet d'Oran. Une quarantaine de milliers furent reclassés. Dix mille autres furent hébergés dans soixante-quinze hameaux ou chantiers de forestage créés par l'administration des Eaux et Forêts.

D'abord regroupés au camp de Rivesaltes, près de Perpignan, sous les ordres du capitaine Pegliasco, ancien officier du 2ᵉ zouaves, les anciens supplétifs de l'armée française et leurs familles furent ensuite dirigés vers leurs centres de reclassement. Les inaptes, invalides et vieillards furent hébergés au camp de Saint-Maurice-l'Ardoise, qui, pendant la guerre d'Algérie, avait servi de camp d'« hébergement » pour les collaborateurs du F.L.N., puis de l'O.A.S., mais qui, grâce à un crédit d'un million de francs, avait été transformé en centre médico-social pouvant recevoir, dans des conditions décentes, mille trois cents pensionnaires.

Cinq mille musulmans algériens ayant voulu rester français furent reclassés à titre individuel dans l'agriculture, le plus souvent chez des cultivateurs pieds-noirs. L'un d'eux, qui avait retrouvé en Corse un ancien viticulteur d'Oranie, écrivit à tous ses cousins et neveux restés au pays. Par petits groupes, ces derniers quittèrent leur douar près de Hammam-bou-Hadjar pour se retrouver au grand complet quelques semaines plus tard autour de leur ancien employeur.

Faire mijoter le pot-au-feu

Un ancien officier de la 13ᵉ D.I. à Sidi-Bel-Abbès, le commandant Moinet, fit des pieds et des mains pour retrouver ses anciens soldats musulmans. Grâce à son poste à la tête d'une importante industrie du Nord, il put en caser une centaine dans le secteur privé. Quinze mille autres, après avoir suivi des cours de recyclage professionnel dans les industries textiles, sidérurgiques ou du bâtiment, trouvèrent des emplois dans les entreprises de travaux publics du Nord-Est. Cinq mille autres furent employés dans la région parisienne comme chauffeurs ou livreurs. Les plus satisfaits de leur sort furent néanmoins ceux qui furent affectés aux chantiers de forestage, où ils trouvèrent un mode de vie qui les changeait très peu de leur ancienne condition.

En même temps, les jeunes filles et les femmes avaient la possibilité de fréquenter les centres de promotion sociale féminine en touchant, comme les hommes, une prime mensuelle. A côté des foyers où les mères apprenaient à repriser, à coudre, à tricoter et à soigner les bébés, des garderies confiées à des assistantes européennes s'occupaient des enfants.

Lapérouse, près d'Alger, charmante station estivale très ▶ prisée des amateurs de voile... et de tous les amoureux du soleil et de la mer. Qu'il faisait bon se baigner dans cette eau si bleue pendant le long été algérien !...

Pompidou...

Le G.G. est devenu ▶ le palais du gouvernement et sur le monument aux morts, les noms des victimes de la guerre ont été effacés à coups de burin. Dans toute l'Algérie, chaque commune, au lendemain de la guerre de 14-18, avait reçu son monument aux morts. Les Algériens ont jeté bas les poilus casqués et les plaques portant le nom des soldats morts pour la France ont été remplacées par d'autres aux couleurs vert et rouge, portant le nom des *djounoud* tués entre 1954 et 1962. Dans toutes les villes d'Algérie, aussi, les statues ont été déboulonnées et certaines brisées par des foules musulmanes en colère parce qu'elles étaient un symbole de la colonisation. Aujourd'hui, un certain nombre ont été rapatriées et Abd el-Kader a remplacé les fiers soldats caracolant de 1830.

Garofalo/Paris-Match

Bientôt, les femmes venues des Beni-Ouarsous et de Sebaa-Chiouk apprirent à faire mijoter le pot-au-feu et à langer leurs bébés comme toutes les mères françaises. Elles passèrent vite du *kanoun* (réchaud de terre cuite percé de trois trous pour la ventilation du charbon de bois) à la cuisinière à gaz et la machine à coudre n'eut plus de secrets pour elles. Elles renoncèrent au port du voile pour adopter des vêtements à l'européenne. A la maternité, lorsqu'un enfant venait au monde, les mères tenaient à leur donner un prénom français.

On vit, même, dans certains cas, des parents demander à changer de nom : Aïcha voulait s'appeler Yvonne et Myriam Marie. Un jour, l'officier du camp de Rivesaltes eut beaucoup de mal à dissuader un ancien harki qui voulait désormais s'appeler Pompidou. Il ne savait pas qui était Georges Pompidou mais il avait été frappé de lire à plusieurs reprises son nom dans les journaux.

Restait le problème des jeunes musulmans. Ce fut l'œuvre des anciens S.A.S. qui mirent sur pied un centre de rattrapage à Ongles dans les Basses-Alpes. Pour ces « quatorze ans sans lendemain », ils ont renouvelé l'expérience à Salérans, dans trois corps de bâtiment complétés par trois autres petits immeubles construits par une main-d'œuvre « harki ». Là, grâce à l'appui du Comité national pour les musulmans français et du Fonds d'action sociale, les anciens S.A.S. donnèrent une solide formation à une centaine d'adolescents, ne voulant pas que les anciens supplétifs et leurs enfants fussent d'éternels assistés. H

Baron



5. IL ÉTAIT UNE FOIS UN RÉVOLTÉ DE LA IIe...

Louis Hervieux (1) donne un coup de pied rageur dans le dernier tas de vaisselle brisée sur le carrelage de sa cuisine. Puis il passe à la salle de bains, vérifie l'installation qu'il vient de bricoler derrière le chauffe-eau et la chasse d'eau des w.c. Il revient à la cuisine pour donner un dernier coup d'œil sous l'évier où passe la conduite de gaz. Tout est en place. Il peut partir.

En dévalant l'escalier de son appartement situé au plateau Saint-Michel, à Oran, il ne peut, malgré son chagrin, retenir un ricanement. « Bonne fête à ceux qui vont me remplacer », murmure-t-il en pensant aux grenades piégées qu'il a placées sous chaque installation. Puis il prend sa voiture qu'il abandonnera parmi les centaines de véhicules parqués en désordre dans un grand terrain vague près de l'aéroport de La Sénia. Ce 30 juin 1962, au soir, il sera à Paris où sa femme et ses deux enfants attendent de ses nouvelles avec inquiétude car il leur avait dit son intention de rester coûte que coûte. Ils devaient revenir à Oran quand la tourmente serait passée. Mais depuis, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts. Et maintenant, c'est lui qui part les rejoindre. Sans espoir de retour!

Cinq jours auparavant, il était revenu chez lui après avoir fermé son atelier

(1) Les noms et adresses ont été volontairement changés. N.D.L.R.

Y. G. Berges





P. Domenech



Coral/Paris-Match

d'ébénisterie. Définitivement, puisque tout son personnel était parti. C'était pourtant une des plus anciennes fabriques de meubles d'Oranie. Son père l'avait créée et exploitée pendant trente ans avant de lui passer la main. « Souviens-toi toujours, lui avait-il dit à l'époque, que mon grand-père était un des meilleurs ébénistes du faubourg Saint-Antoine à Paris. Il est venu ici, en 1848, en pionnier. La ferme de tes oncles, à Assi-ben-Okba, c'est lui qui l'a construite. Quant à moi, cela ne me disait rien de travailler la terre. J'ai préféré le bois. A toi de continuer... »

C'est à son père qu'il pensait lorsque les gendarmes mobiles avaient frappé à sa porte. Il leur avait ouvert et s'apprêtait à leur souhaiter la bienvenue quand l'officier l'avait violemment repoussé en hurlant :

— Nous venons perquisitionner! Il paraît que vous détenez des armes?

— Des armes? Non! J'ai une arme, un Luger P. 08 que j'ai récupéré sur un officier nazi lorsque j'ai débarqué comme lieutenant de commando à l'île d'Elbe.

◀ Pour la grand-mère, un départ sans espoir de retour, un adieu déchirant à un pays aimé ; pour la petite-fille, une simple péripétie dans sa vie enfantine. Bientôt, c'est la rentrée des classes. Comme toutes les petites filles de son âge, elle ira au jardin d'enfants.

La photo-souvenir du ▶ bon vieux temps : Novi : décembre 1959. Et un merveilleux soleil qui permettait de déjeuner dehors. Comment s'étonner que tant de pieds-noirs, malgré le manque de débouchés, aient cherché à s'installer dans les départements du midi de la France, en raison de la douceur du climat ?

◀ L'arrivée à Marseille, les formalités, la douane. Une seule chose intéresse alors les douaniers : les armes. Les autorités craignent que des membres de l'O.A.S. ne se glissent parmi les réfugiés en provenance d'Algérie et ne profitent de la confusion pour introduire des armes en France.



Alpha-Press

Tenez, le voilà. Et aussi mon autorisation de détention et de port d'arme, car j'ai déjà échappé à deux attentats F.L.N.

— M'en fous!. Je ne veux pas le savoir! Donnez-le-moi!...

Pendant ce temps-là, « gendarmes rouges » et C.R.S. s'en donnaient à cœur joie dans l'appartement. Le même ratissage devait se faire chez les voisins car on entendait un fracas de vaisselle brisée. Un C.R.S. sortit de la chambre à coucher dont Louis pouvait voir l'armoire et la commode bouleversées. L'homme tenait à la main un képi de la « coloniale » avec une ancre de marine et deux minces lisérés d'or fané sur le drap noir.

— Vous ne savez pas qu'il est interdit de détenir des effets militaires? avait lancé le chef des gendarmes.

— Mais c'est mon képi de jeune lieutenant. C'est une relique pour moi. Il m'a suivi jusqu'à Stuttgart...

— M'en fous! Estimez-vous heureux encore que je ne vous fasse pas coffrer...

Et l'équipe des « ravageurs » était partie.

Louis Hervieux, descendant de « quarante-huitards », décida de partir. Pour ne plus revenir. Mais avant de se coucher, ce soir-là, pour tenter de faire passer sa colère, il a voulu encore se rappeler pourquoi et comment ses aïeux sont venus en Algérie. Il a gardé précieusement une petite plaquette éditée en 1949 que son père lui a donnée avant de mourir. Elle a été rédigée par Robert Tinthoin, qui fut longtemps archiviste en chef du département d'Oran avant de devenir directeur du musée Demaëght.

L'aïeul Hervieux, bien avant 1848, faisait partie des « sociétés secrètes ». C'est ainsi qu'il fut mêlé aux événements de février et de juin, notamment sur les barricades de la rue de la Roquette. Fils de paysans, il va apprendre le métier d'ébéniste à la ville avant d'entreprendre à pied son tour de France. Il reçoit, alors, des mains de ses « gavots », les attributs de maître ouvrier.

En 1840, il devient contremaître chez un ébéniste du faubourg Saint-Antoine à Paris. Il gagne 4 francs par jour et paye ▶

Camus/Paris-Match

La place de la Bourse, que les Marseillais appellent ▶ maintenant Bab-el-Oued, car c'est là que les pieds-noirs, chaque soir, se retrouvent. Ils sont 4 000 à arriver chaque jour à Marseille et cet afflux a fait monter les prix des logements, surtout les meublés.

◀ Des musulmans dans un camp de transit. Le bachagha Boualem avait été l'un des premiers musulmans à s'exiler en France avec sa harka. Dès le mois de mai, il déclarait : « Pour rester dans le bled algérien sans s'exposer à une mort certaine, il faut désormais choisir entre l'O.A.S. et le F.L.N. »

Le ministère des Rapatriés a créé une direction spéciale pour s'occuper du reclassement des musulmans qui, trop engagés aux côtés des Français, ne peuvent continuer à vivre en Algérie. Les anciens des S.A.S., aussi, vont s'efforcer de trouver emplois et logements pour leurs anciens mokhazni et leurs familles. ▶

B. Nantet

main-d'œuvre "subversive" pour l'Algérie

160 francs par an une chambre dans un garni de la Roquette. A cette époque le pain coûte deux sous la livre et le bœuf six sous.

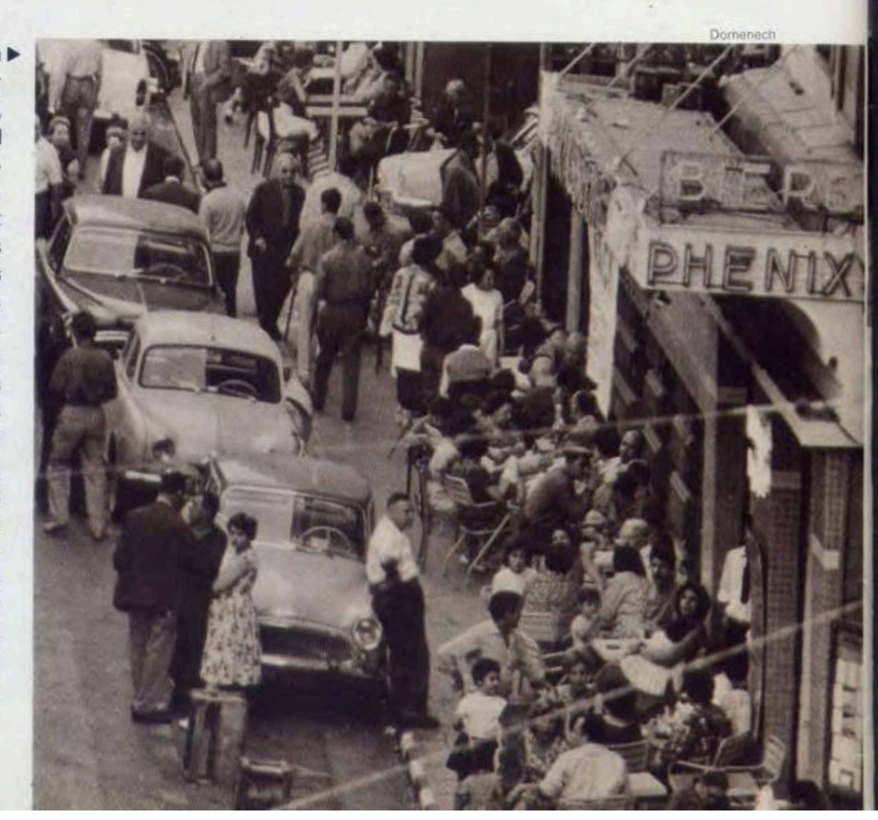
Après les barricades, c'est le chômage; mais les bureaux de bienfaisance n'accordent plus de secours. Avec leurs camarades venus de leurs provinces et réduits comme eux au chômage, les « quarante-huitards » ne peuvent même plus parodier le *Chant des Girondins :* « Être nourri par la patrie, c'est le sort le plus beau, le plus digne d'envie... »

De démarche en démarche, de travaux de terrassement en redressements de route nationale, Hervieux est enrôlé dans les brigades « saint-simoniennes » où, pour 2 francs par jour et avec 115 000 ouvriers énervés et aigris par leur nouvelle condition de manœuvres, ils arrachent les souches des arbres abattus pendant les barricades.

C'est l'époque où le général Cavaignac, qui a servi en Algérie mais qui a aussi combattu les insurgés du faubourg Saint-Antoine, songe à utiliser cette main-d'œuvre « subversive » pour la colonisation en Afrique du Nord. Trois mille émeutiers arrêtés les armes à la main vont être dirigés sur l'Algérie, mais misérablement, comme déportés au camp disciplinaire de Lambèse ou aux bataillons de discipline du fort Lamoune, aux portes d'Oran, sur la rade de Mers el-Kébir. Hervieux, qui a été blessé au cours des émeutes de juin et soigné secrètement par la femme d'un chiffonnier de la « Mouff' » vend alors son maigre mobilier et demande à partir avec sa bourgeoise. Ils feront partie d'un des dix-sept convois qui vont

Le « British Bar », à Marseille, tenu par un pied-noir, « la Bourse du travail et du logement » des réfugiés. Ceux qui trouveront le moins de débouchés seront les commerçants, les artisans et les agriculteurs. Devant les difficultés de l'emploi dans les départements du sud, un certain nombre se résoudront à « monter » dans les régions du nord, encouragés d'ailleurs par le paiement, par le ministère des Rapatriés, de primes « géographiques ». ▶

Domenech




Camus/Paris-Match

quitter Paris par la voie d'eau, vêtus encore de leurs frusques de paysans ou de « prolos » : pantalon de velours à la hussarde, grande blouse bleue, casquette ou chapeau de feutre. Les femmes portent la petite crinoline et sont coiffées de la capeline.

Salués par le général de Lamoricière, ministre de la Guerre, qui exalte « leur patriotisme qui soutiendra leur courage et leur persévérance », Hervieux, sa femme et 815 futurs colons s'embarquent, le 30 octobre 1848 au quai de la Rapée, à Bercy, sur des péniches qui vont descendre les canaux jusqu'à Arles, tirées par des chevaux. Chaque partant reçoit dix centimes par jour; la nourriture est gratuite. Ensuite, le chemin de fer les conduit à Marseille.

Après trois longues journées d'attente, c'est l'embarquement à bord du *Cacique*, un rafiot à vapeur mû par deux roues à aubes. Tout le monde est parqué sur le pont avec une seule couverture pour la nuit. Pour boire, deux cuves pleines d'une eau croupie que l'on doit aspirer au moyen de suçoirs latéraux.

La traversée durera cinq jours. Pour ces gens dont c'est le premier contact avec la mer, qui les rend tous malades, c'est un long calvaire. Les passagers arrivent dans un état lamentable à Mers el-Kébir le 16 novembre au matin. Des fiacres et des omnibus les transportent jusqu'à Oran où ils sont accueillis par le général Pélissier, qui commande la province.

Voici comment Gabriel-Roger Hervieux et sa femme découvrent Oran :

« Il y a trois villes distinctes de part et d'autre des ravins qui coupent les plateaux descendant vers la mer : la Blanca, vieille cité espagnole dont le centre est la place de la Perle; la Marine, près de l'arsenal, et la Ville neuve, avec le quartier juif, entre le fort Saint-André et le Château-Neuf. Le chef civil de la province, qui porte le titre de sous-directeur de l'Intérieur, habite rue Philippe, une venelle en pente, et en est réduit à coucher dans son bureau et à prendre ses repas à la cuisine. Les glacis du Château-Neuf, où se trouve l'état-major du général Pélissier, ont été transformés par le général de Létang en agréables jardins. »

Les bêtes sauvages pullulent

Le 18 novembre, le convoi reçoit l'ordre de rejoindre le village d'Assi-ben-Okba, à une quinzaine de kilomètres d'Oran, sur la piste d'Arzew. Hommes et femmes partent à pied, accompagnés par des artilleurs conduisant des prolonges transportant les enfants, les malades et les ballots de linge. Des vivandiers suivent la petite troupe, vendant très cher le vin et les objets de première nécessité.

Le plateau mamelonné qui doit être colonisé n'est pas des plus attrayants : une garrigue de chênes verts se mêle au maquis des thuyas, des oliviers sauvages, des lentisques et des palmiers nains, recouvrant un dur calcaire gréseux. Une douzaine de puits creusés pendant l'occupation turque donneront une eau suffisante pour la boisson. Chacals et autres bêtes sauvages pullulent.

Le centre de peuplement — c'est son appellation officielle — dépend de l'autorité militaire, qui entend faire régner une discipline de fer parmi ces anciens « émeutiers » des barricades. Le « patron », le capitaine Millerou, définit ainsi son rôle : « Je concède les terrains, j'achète les bœufs, je suis, en un mot, le souverain de la commune (Fleurus). Je mets les gens en prison sans jugement, élargis les prisonniers lorsque cela me fait plaisir, propose l'expulsion des colons paresseux. » Il est tout à la fois maire, juge de paix, notaire, commandant de place, sous-intendant militaire.

Les colons vont vivre une aventure qui fut celle des pionniers du Far West, les Indiens en moins, car les tribus arabes de la région sont pacifiques. On leur attribue un numéro matricule et ils vont coucher ▶

dans des baraques sans cloisons vivent dix ou douze couples

dans des baraques en bois dépourvues de tout confort, même le plus sommaire : pas de cloisons (ils sont pourtant une douzaine de couples par baraque), pas de cheminée, pas de table, pas de banc et surtout pas de lit. Le réveil se fait au clairon. Le ravitaillement a lieu tous les deux jours et chaque personne reçoit 50 grammes de lard, 200 de viande et de haricots secs, pommes de terre ou riz, du sel et du bois. Plus une boule de pain pour deux personnes. Certains ne tiendront pas le coup et demanderont à se faire rapatrier. Les plus courageux acceptent, au contraire, d'aider les soldats du génie dans la construction des maisons et perçoivent, de ce fait, double ration et une prime de 50 centimes par jour. Comme le vin est rare, les colons le remplacent par de la piquette faite avec des caroubes et du sucre. Quant à l'ordinaire, il est amélioré par la cueillette des champignons, des asperges et artichauts sauvages, des pissenlits et des glands doux.

Bientôt, il faudra, après le défrichement, entreprendre l'exploitation des terres. C'est tout un apprentissage à donner à ces ouvriers en bois ou en fer. Les militaires qui les encadrent n'en connaissent pas plus qu'eux.

Et puis, il faut aussi du matériel. Pour un jardin de 24 ares, un lot de culture de 2 hectares et 8 hectares de grande terre, la famille Hervieux ne dispose que d'une bêche, d'une pioche, d'une fourche en fer, d'un râteau en bois, d'une hachette, d'un sarcloir, d'une charrue pour deux et d'un bœuf qu'il faut accoupler avec celui du voisin. Enfin, les semences ne sont toujours pas distribuées.

La maladie fait des ravages

En 1851, la petite colonie se demande si elle va survivre. La maladie a fait des ravages, le désespoir a vidé la moitié des baraques mais des nouveaux sont venus prendre la relève. Les vivres se font rares et sont d'une qualité déplorable. Tous ces malheurs ne font que renforcer la solidarité entre les anciens et les nouveaux. Il faut faire des attelages communs pour aller chercher le sel jusque dans les grandes lagunes saumâtres d'Arzew et le bois de charpente dans les forêts de la Montagne des Lions et de Moulay-Ismaïl. Des convois se dirigent régulièrement sur Oran pour y vendre des fagots de bois de lentisque et de chêne vert utilisés par les boulangers pour chauffer leurs fours. Le produit de la vente permet d'acheter à la ville de la farine à six sous le kilo, du vin rouge à trois sous le litre, des porcs pour un ou deux francs. Et aussi des graines d'orge et de blé pour faire les premières semailles.

L'année 1852 permet de faire un bilan positif. Ce sont les premiers résultats depuis quatre ans. Cinquante-quatre colons travaillant sur les terres d'Assi-ben-Okba ont produit 680 hectolitres de blé, 522 hectolitres d'orge, 48 hectolitres de pommes de terre. L'année suivante, sur une surface d'un hectare, la vigne fait son apparition. Au fil des ans, le village construira son école, son église, améliorera ses chemins vers la grande ville et les autres centres. En 1870, Assi-ben-Okba est promu commune de plein exercice. Dès lors, les pionniers de la première heure verront venir à eux quelques Espagnols, des familles algériennes et aussi des Marocains du Rif.

C'est après la défaite de 1871 que de nouveaux colons, chassés des provinces annexées par le Reich allemand, vinrent créer d'autres centres aux environs, notamment à Kléber. Ces Alsaciens et ces Lorrains, aidés par des tailleurs de vigne espagnols, devaient intensifier le vignoble local et, chaque année, la fête des vendanges se terminait au chant de « Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine, et malgré tout, nous resterons français... », que leurs descendants ont transformé, entre 1954 et 1962, par « Vous n'aurez pas notre Algérie française, et malgré tout, nous resterons français... »

Louis Hervieux est revenu à la source. Une petite enseigne fraîchement peinte sur la devanture d'un magasin du faubourg Saint-Antoine signale aux passants : « Ici, on fait des meubles de style de toute époque ».

Quelquefois, il se laisse aller à une nostalgique rêverie. Il pense à son camarade Aristide Müller, qui tient maintenant une brasserie à Colmar. Deux fois, ses aïeux avaient dû quitter l'Alsace pour pouvoir rester français. Deux fois, les Müller sont revenus en vainqueurs sur les bords du Rhin : le grand-père en 1918, le père en 1945. Et l'Alsace comme la Lorraine sont toujours terre française.

Quant à lui, Louis, dont l'arrière-grand-père était parti avec sa seule blouse d'ouvrier, révolté contre une IIe République qui avait failli à toutes ses promesses, il sait bien que, parce qu'il a voulu rester français, il ne pourra plus jamais revoir « son Algérie » connue et aimée, puisqu'une autre République, la Ve, lui a pendant quatre ans caché la vérité. H



Musée de Versailles/Ph. Chenot



Musée de Versailles/Ph. Dubout

A gauche : **le maréchal Bugeaud. Envoyé avec un corps expéditionnaire en Algérie, il battit Abd el-Kader à la Sikkah (6 juillet 1836). Il ne cachait pas alors son hostilité à la conquête de l'Algérie, « possession onéreuse dont la nation serait bien aise d'être débarrassée ».** *A droite* : **le général de Bourmont, qui conquit Alger en juillet 1830.**

UNE QUESTION : QUE NOUS RÉSERVE L'AVENIR ?

Ils sont des centaines de milliers qui, le cœur plein d'amertume, débarquent à Marseille. On les qualifie de rapatriés et ils se considèrent comme injustement exclus d'une partie de la terre de France sur laquelle ils avaient des droits. Beaucoup d'entre eux vont découvrir pour la première fois la « Métropole ». Ils se sentiront brutalement transplantés et il leur faudra des mois, voire des années, pour que s'estompe le sentiment d'être en exil, pour qu'ils oublient les plages de la Madrague, le soleil du Sahel, les odeurs de Bab-el-Oued. Mais ils portent avec fierté leur appellation de « Pieds-Noirs », et passée la rude période de l'adaptation, confirmeront leurs qualités d'audace et de ténacité. Certes, les plaies ne sont pas toujours complètement cicatrisées et l'on évoque encore le passé avec des accès de nostalgie et parfois de révolte. La nouvelle génération, elle, est devenue entièrement « métropolitaine » et le terme même de Pieds-Noirs entre doucement dans l'Histoire...

Paris-Match

PROCHAIN NUMÉRO : COOPÉRATION FRANCE-ALGÉRIE



● La coopération
La jeune République algérienne fait ses premiers pas, les accords conclus avec la France ont jeté les bases d'une coopération entre les deux pays. Onze ans plus tard que reste-t-il de ces intentions ?

● Des pommes de discorde
Les vins algériens, « cadeaux empoisonnés » laissés par la France et qu'elle ne peut importer en totalité sans mécontenter ses viticulteurs ! Mais aussi le pétrole du Sahara, fruit des recherches françaises, comme « moyen de pression » ?

● La grande crise
Sur les deux rives de la Méditerranée, la mauvaise humeur ne fait que croître. Et en 1971, la France n'est plus le premier client de l'Algérie. Mais en 1972, les relations entrent en convalescence.

● Les Nord-Africains, ces mal-aimés
Le drame des travailleurs immigrés, sans qualification professionnelle, vivant souvent dans l'entassement de bidonvilles. Avec l'incompréhension et les rancœurs qui opposent Français et Algériens...

● Alger-Paris : vers le point de rupture
Les vieilles rancunes de la guerre d'Algérie alimentent les tensions et les chicanes. L'heure n'a-t-elle pas sonné d'oublier le passé, de tourner la page pour entrer dans une vraie coopération ?

● Les « étourneaux »
Descendus du djebel, délaissant les douars déshérités du bled, fuyant le chômage des grandes villes d'Algérie, ils arrivent à Marseille, à Paris ou à Lyon. Aujourd'hui, ils sont 800 000 sur le marché du travail. Mais l'assimilation au milieu ?

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial. Dépôt légal 1er trim. 1974. — N° d'imp. C. 70.
Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2108. — Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL. — **N° 373 - 14 janvier 1974.**



Les pieds-noirs abandonneront aussi leurs cimetières et les monuments à la mémoire de ceux qui sont morts pour la France au cours de trois guerres.

Jegard